

REVUE DE DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

SUPPLÉMENT À LA REVUE DE JANVIER-FÉVRIER 2016 - 17^E ANNÉE - ISSN 1620-9435

SOUS LA DIRECTION DE :

Thierry BONNEAU,
Erik LE DOLLEY,
Dominique LEGEAIS,
Hervé LE NABASQUE

TABLES ANNUELLES 2015

TABLE DES AUTEURS	<i>(page 1)</i>
TABLE DES ANALYSES ET DES DOSSIERS	<i>(page 9)</i>
INDEX ALPHABÉTIQUE GÉNÉRAL	<i>(page 13)</i>
TABLE DES TEXTES	<i>(page 23)</i>
TABLE DE JURISPRUDENCE	<i>(page 24)</i>
TABLE DES ABRÉVIATIONS	<i>(page 28)</i>

Par mois

JANVIER

Repère	n° 1
Alertes	n° 1 à 5
Études	n° 1 et 2
Commentaires	n° 1 à 27
Dossiers	n° 1 à 14
Meilleure pratique	n° 1

MARS

Repère	n° 2
Alertes	n° 6 à 12
Études	n° 3 et 4

Commentaires	n° 28 à 67
Dossiers	n° 15 à 28
Meilleure pratique	n° 2

MAI

Repère	n° 3
Alertes	n° 13 à 29
Études	n° 5 à 9
Commentaires	n° 68 à 111
Dossiers	n° 29 à 36
Meilleure pratique	n° 3

JUILLET

Repère	n° 4
Alertes	n° 30 à 38
Études	n° 10 à 13
Commentaires	n° 112 à 140
Dossiers	n° 37 à 45
Meilleure pratique	n° 4

SEPTEMBRE

Repère	n° 5
Alertes	n° 39 à 50
Études	n° 14 à 19

Commentaires	n° 141 à 177
Dossiers	n° 46 à 48
Meilleure pratique	n° 5

NOVEMBRE

Repère	n° 6
Alertes	n° 51 à 65
Études	n° 20 à 26
Commentaires	n° 178 à 218
Dossiers	n° 49 à 55
Meilleure pratique	n° 6

Par rubrique

REPÈRE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

ALERTE

Janvier	n° 1 à 5
Mars	n° 6 à 12
Mai	n° 13 à 29
Juillet	n° 30 à 38
Septembre	n° 39 à 50
Novembre	n° 51 à 65

ÉTUDE

Janvier	n° 1 et 2
---------	-----------

Mars	n° 3 et 4
Mai	n° 5 à 9
Juillet	n° 10 à 13
Septembre	n° 14 à 19
Novembre	n° 20 à 26

COMMENTAIRE

Janvier	n° 1 à 27
Mars	n° 28 à 67
Mai	n° 68 à 111
Juillet	n° 112 à 140
Septembre	n° 141 à 177
Novembre	n° 178 à 218

DOSSIER

Janvier	n° 1 à 14
---------	-----------

DOSSIERS

Mars	n° 15 à 28
------	------------

Mai	n° 29 à 36
Juillet	n° 37 à 45

DOSSIER

Septembre	n° 46 à 48
Novembre	n° 49 à 55

MEILLEURE PRATIQUE

Janvier	n° 1
Mars	n° 2
Mai	n° 3
Juillet	n° 4
Septembre	n° 5
Novembre	n° 6

Revue de droit bancaire et financier

REVUE BIMESTRIELLE DU JURISCLASSEUR

Président-Directeur général,
Directeur de la publication :
Philippe Carillon

Directrice éditoriale :
Caroline Sordet
caroline.sordet@lexisnexis.fr

Fondateur :
Jean-Pierre Bertrel

Conseil scientifique :
Christian Gavalda (†),
Jean Stoufflet, Jean-Marc Bardy,
Pierre Bézard, Philippe Billot,
Daniel Boulet,
Michel Cabrillac (†), Francis
J. Crédot, Michel Germain,
Gérard Gardella, Dominique
Schmidt, François Terré

Directeurs :
Thierry Bonneau, professeur
à l'université Panthéon-Assas
(Paris II)
Erik Le Dolley, professeur
associé des universités

Dominique Legeais, professeur
à l'université Paris Descartes
Hervé Le Nabasque, professeur
à l'université de Paris I
(Panthéon-Sorbonne)

Rédacteur en chef :
Louis-Nicolas Ricard
Tél. : 01 45 58 90 23
louis-nicolas.ricard@lexisnexis.fr

Secrétaire d'édition :
Isabelle Adam Sadki
Tél. : 01 45 58 92 51
isabelle.adam@lexisnexis.fr

Publicité : IM Régie, Caroline Spire
23, rue Faidherbe 75011 Paris
Tél. : 01 40 24 13 35
c.spire@impub.fr

Abonnement annuel 2016 :
France métropolitaine : 571,76 € TTC
Prix de vente au numéro : 102,10 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 604,80 € HT
Prix de vente au numéro : 110,00 € HT

Offre spécial étudiants :
http://etudiant.lexisnexis.fr/

Relation clients :
Tél. : 01 71 72 47 70
relation.client@lexisnexis.fr
www.lexisnexis.fr

LexisNexis SA
SA au capital de 1 584 800 €
552 029 431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA
Siège social :
141, rue de Javel
75747 Paris Cedex 15

Commission paritaire n° 1116 T 86596
N° Impr. 5642
N° Édité. 5709
Dépôt légal à parution

Arnaud ACHARD, avocat associé, Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP (Paris)

- Des sanctions ciblées contre les marchés de capitaux russes (*Fédération de Russie*) études 2 (janv.)
- Quand les taux d'intérêt deviennent négatifs et bouleversent l'architecture des garanties associées aux transactions sur instruments financiers à terme (*Instruments financiers à terme*) études 14 (sept.)

Georges AFFAKI, professeur associé à l'université Panthéon-Assas (Paris II), avocat à la Cour

- L'extraterritorialité en droit bancaire (*Droit bancaire*) dossier 50 (nov.)

Ramsès AKONO ADAM, assistant à la faculté des Sciences juridiques et politiques de l'université de Ngaoundéré-Cameroun

- Le sort des sûretés personnelles dans l'avant-projet de réforme de l'Acte uniforme portant organisation des procédures collectives du 10 avril 1998 (*OHADA*) études 17 (sept.)

Bernard AUDIT, professeur émérite de l'université Panthéon-Assas (Paris II)

- Rapport de synthèse (*Extraterritorialité*) dossier 55 (nov.)

Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)

- La directive « crédit hypothécaire », sa genèse, ses objectifs, son périmètre (biens visés, aux divers intervenants et aux types de prêts), comparaison par rapport au crédit mobilier (*Crédit immobilier*) dossier 21 (mars)
- La norme prudentielle (*Norme prudentielle*) dossier 36 (mai)
- Extraterritorialité, ouverture des marchés et démocratie (*Marchés financiers*) repère 1 (janv.)
- L'Union des marchés de capitaux, un nouveau « château de cartes » ? (*Union des marchés de capitaux*) repère 4 (juill.)
- Difficultés financières (*Infrastructures de marché*) comm. 27 (janv.)
- Décision de ne pas ouvrir une enquête pour violation du droit de l'Union européenne (*ESMA*) comm. 66 (mars)
- Levée du secret professionnel (*Autorités compétentes*) comm. 67 (mars)
- Localisation dans la zone euro et pouvoirs de la BCE (*Contreparties centrales*) comm. 109 (mai)
- Convention de coopération (*Contreparties centrales*) comm. 110 (mai)
- Lignes directrices (*Obligations vertes*) comm. 111 (mai)
- Instruments non compensés par une contrepartie centrale (*Instruments dérivés*) comm. 140 (juill.)
- Sanction ESMA (*Agences de notation de crédit*) comm. 175 (sept.)
- Lignes directrices pour MIF 2 (*Instruments financiers complexes*) comm. 176 (sept.)
- Mesures alternatives de performance (*Information financière*) comm. 217 (nov.)
- Systèmes de garantie (*Instruments d'épargne et d'investissement*) comm. 218 (nov.)

Laetitia BOUGEROL, maître de conférences à l'université Paris-Sud

- La disproportion de l'engagement de la caution doit-elle nuire aux cofidés ? (*Cautionnement*) études 7 (mai)

Aurélien BOURDET, notaire associé, Uguen / Vidalenc & Associés, Paris

- Les investissements immobiliers des sociétés d'assurance : l'incidence de la réglementation des éléments d'actifs (*Investissement immobilier*) études 3 (mars)

Patrice BOUTELLER, docteur en droit, senior of counsel, Cabinet Ravet et associés

- La rémunération de la banque par l'intérêt (*Rémunération de la banque*) dossier 16 (mars)

Bertrand BRÉHIER, direction des affaires juridiques Groupe Société Générale, professeur associé à l'université Panthéon-Sorbonne Paris 1

- Les nouveaux législateurs : OICV, Comité de Bâle, FSB, G20 (*Droit bancaire et financier*) dossier 31 (mai)

Alban CAILLEMER DU FERRAGE, professeur associé à l'université Panthéon-Assas (Paris II), avocat associé Jones Day

- Les enjeux de l'extraterritorialité du droit financier (*Droit financier*) dossier 51 (nov.)

Jean-Marie CANAC, président de l'AEDBF Monaco et de l'AEDBF Europe, chargé d'enseignements à l'université de Nice Sophia Antipolis et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, avocat associé CANAC & ASSOCIÉS

- Droit bancaire : supranationalité et extraterritorialité (1^{re} partie) (*Droit bancaire et financier*) dossier 29 (mai)
- Le contrôle démocratique des autorités indépendantes. Vision française et monégasque (*Autorités indépendantes*) dossier 30 (mai)
- Droit bancaire : supranationalité et extraterritorialité (2^e partie) (*Droit bancaire et financier*) dossier 37 (juill.)

Alain CERLES, avocat au barreau de Paris, Paul Hastings

- Aval d'un billet régulier : non application de l'article L. 341-4 du Code de la consommation (*Aval*) comm. 5 (janv.)
- Conséquences du non-respect du formalisme des articles L. 341-2 et L. 341-3 du Code de la consommation (*Cautionnement*) comm. 6 (janv.)
- Étendue des droits cédés (*Cession de créances professionnelles*) comm. 10 (janv.)
- Conséquences du non-respect du formalisme de l'article L. 341-2 du Code de la consommation (*Cautionnement*) comm. 39 (mars)
- Rétablissement par la loi du 20 décembre 2014 (*Hypothèque rechargeable*) comm. 44 (mars)
- Disproportion (*Cautionnement*) comm. 76 (mai)
- Rupture fautive de concours (*Cautionnement*) comm. 81 (mai)
- Conditions de validité (*Gage commercial*) comm. 83 (mai)
- Appel de la garantie (*Garantie autonome*) comm. 85 (mai)
- Bénéfice de subrogation (*Cautionnement*) comm. 120 (juill.)
- Exception de nullité (*Cautionnement*) comm. 121 (juill.)
- Condition de validité (*Garantie pour tiers délivrée par une SARL*) comm. 124 (juill.)
- Application dans le temps (*Cautionnement*) comm. 150 (sept.)
- Caution illettrée (*Cautionnement*) comm. 151 (sept.)
- Durée de l'engagement (*Cautionnement*) comm. 153 (sept.)
- Proportionnalité (*Cautionnement*) comm. 154 (sept.)
- Procédure collective du cédant (*Cession de créances professionnelles*) comm. 155 (sept.)
- Valeur de l'aval d'un billet à ordre irrégulier (*Aval*) comm. 187 (nov.)
- Cautionnement émanant d'une société civile (*Cautionnement*) comm. 189 (nov.)
- Disproportion (*Cautionnement*) comm. 190 (nov.)
- Mention manuscrite (*Cautionnement*) comm. 192 (nov.)

Jérôme CHACORNAC, maître de conférences à l'université Panthéon-Assas Paris II

- Propositions de loi relative à la répression des infractions financières (*Abus de marché*) **comm. 214 (nov.)**
- Manquement à la bonne information « prévisionnelle » du public (*Information prévisionnelle*) **comm. 215 (nov.)**

Marielle COHEN-BRANCHE, médiateur de l'Autorité des marchés financiers (AMF), ancien conseiller à la Cour de cassation

- L'étonnante diversité des régimes de confidentialité des médiations financières à travers l'Europe (*Médiation*) **études 18 (sept.)**

Julien COUARD, maître de conférences à l'université de Toulon

- Finance professionnelle. Investissement à visée sociale et Fonds d'entrepreneuriat social européens (*Finance professionnelle*) **dossier 11 (janv.)**

Xavier COUDERC-FANI, juriste, chargé de cours à ESCP Europe

- Incertaine efficacité et alternatives aux doubles Lux Co. (*CONTRAT DE CRÉDIT*) **études 12 (juill.)**

Francis-J. CRÉDOT, ancien professeur associé à l'université Jean-Monnet (Paris XI)

- Absence de fongibilité des articles : exclusion de l'unité de comptes entre un compte courant et un compte-titres (*Compte courant*) **comm. 28 (mars)**
- Effet novatoire du compte courant (*Compte courant*) **comm. 29 (mars)**
- Contre-passation de factures sur le compte courant après la liquidation judiciaire de l'adhérent (*Compte courant*) **comm. 30 (mars)**
- Taux erroné dans l'avenant. Substitution du taux légal à la date de l'avenant (*Taux effectif global*) **comm. 31 (mars)**
- TEG erroné. Différence inférieure à une décimale. Rejet de la demande de nullité de la clause d'intérêt conventionnel (*Taux effectif global*) **comm. 32 (mars)**
- Cession à titre de garantie (*Cession de créances à titre professionnel*) **comm. 33 (mars)**
- Recevabilité de la constitution de partie civile de la banque détentrice des deniers détournés par son employé (*Abus de confiance commis par un employé de banque au détriment de clients*) **comm. 69 (mai)**
- Inapplicabilité des dispositions de l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier en cas de concours occasionnels (*Crédits aux entreprises*) **comm. 70 (mai)**
- Absence d'obligation de conseil (*Responsabilité du banquier prêteur*) **comm. 71 (mai)**
- Fraude dite au Président. Exécution d'un virement faux ou d'un virement authentifié selon une procédure sécurisée (*Virement*) **comm. 112 (juill.)**
- Personne âgée accompagnée de deux personnes. Abus de faiblesse. Absence de faute de la banque (*Retrait d'espèces*) **comm. 113 (juill.)**
- Nature du préjudice par suite de la disparition d'effets dans le coffre due à un défaut de surveillance de la banque (*Location de coffre fort*) **comm. 114 (juill.)**
- Concours à durée déterminée. Respect du terme (*Rupture des concours*) **comm. 115 (juill.)**
- Réception à titre habituel de fonds remboursables du public (*Exercice illégal de la profession de banquier*) **comm. 141 (sept.)**
- Endossement à l'étranger (*Chèque pré-barré et non endossable*) **comm. 142 (sept.)**
- Opposition sur chèque (*Chèque*) **comm. 178 (nov.)**
- Lettre de change-relevé magnétique (*Lettre de change*) **comm. 179 (nov.)**

- Preuve de la procuration par la banque (*Procuration sur le compte*) **comm. 180 (nov.)**
- Variabilité du TEG en fonction du taux de base de la banque (*TEG*) **comm. 181 (nov.)**
- Renégociation du prêt ; Intégration dans le TEG des intérêts intercalaires ; année civile de 365 jours pour un prêt consenti à un consommateur ou à un non-professionnel (*Prêt*) **comm. 182 (nov.)**
- Déchéance du terme : nécessité d'une mise en demeure en l'absence d'une disposition expresse contraire (*Prêt*) **comm. 183 (nov.)**
- Cession à titre de garantie d'un crédit. Une seule déclaration de créance au titre de la créance garantie. Sort des règlements effectués entre les mains du cessionnaire avant la procédure collective du cédant (*Cession de créances professionnelles*) **comm. 184 (nov.)**

Antoine CUNY DE LA VERRYÈRE, président-fondateur de l'Observatoire de finance chrétienne, docteur en droit

- La finance chrétienne : une finance durable et solidaire d'un genre nouveau (*Finance durable et solidaire*) **études 19 (sept.)**

William D. TORCHIANA, Sullivan & Cromwell LLP

- L'extraterritorialité vue des États-Unis (*Droit financier*) **dossier 53 (nov.)**

Louis D'AVOUT, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)

- L'extraterritorialité vue de Sirius (*Extraterritorialité*) **dossier 54 (nov.)**

Olivier DEBAT, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université de Toulouse 1 – Capitole

- Réflexion sur l'application de la réglementation de la taxe sur la valeur ajoutée aux « opérations » entre une société et sa succursale étrangère (*TVA*) **alerte 15 (mai)**
- Controverses sur la nature des prélèvements sociaux : « fiscal c/ social » (*Prélèvements sociaux*) **alerte 40 (sept.)**

Michel DÉFOSSEZ, professeur à l'université de Valenciennes

- L'établissement bancaire et l'assurance-groupe (*Assurance groupe*) **dossier 3 (janv.)**

Jamel DJOUDI, maître de conférences HDR, université de Valenciennes, laboratoire Lien-IDP

- La protection de l'assuré et du bancassureur (*Assurance*) **dossier 1 (janv.)**
- La renonciation au contrat d'assurance-vie (*Assurance-vie*) **dossier 7 (janv.)**
- Point de départ de la prescription en matière de risque d'invalidité (*Assurance de groupe*) **comm. 12 (janv.)**
- Obligation de conseil de l'assureur (*Assurance professionnelle*) **comm. 13 (janv.)**
- Appréciation du respect de l'obligation de mise en garde par la banque (*Assurance-vie*) **comm. 14 (janv.)**
- Preuve par l'assuré de la possibilité d'obtenir une assurance plus adaptée à sa situation (*Assurance de groupe*) **comm. 45 (mars)**
- Manquement à l'obligation de conseil et d'information (*Assurance-vie*) **comm. 46 (mars)**
- Obligations du prestataire de services d'investissement (*Assurance-vie*) **comm. 47 (mars)**
- L'existence du devoir d'éclaircir et la preuve d'une perte de chance (*Assurance de groupe*) **comm. 87 (mai)**
- L'évaluation du préjudice résultant de la perte de chance (*Assurance de groupe*) **comm. 88 (mai)**
- La renonciation : un droit personnel (*Assurance-vie*) **comm. 89 (mai)**
- Renonciation à un contrat d'assurance-vie dénoué (*Assurance-vie*) **comm. 90 (mai)**

- Le caractère formel et limité de la clause d'exclusion (*Contrat d'assurance*) **comm. 91 (mai)**
 - Existence du droit à prestation (*Assurance de groupe*) **comm. 126 (juill.)**
 - Clause de révocation du bénéficiaire d'un contrat d'assurance-vie (*Assurance-vie*) **comm. 127 (juill.)**
 - Formalisme de la renonciation au contrat d'assurance-vie (*Assurance-vie*) **comm. 128 (juill.)**
 - L'extension des obligations du banquier-assureur (*Assurance de groupe*) **comm. 158 (sept.)**
 - Appréciation des réponses du souscripteur (*Contrat d'assurance*) **comm. 159 (sept.)**
 - De l'importance des mentions sur le formulaire de déclaration du risque (*Contrat d'assurance*) **comm. 160 (sept.)**
 - Obligation de conseil du banquier (*Assurance de groupe*) **comm. 194 (nov.)**
 - Des conséquences du décès de l'attributaire du contrat d'assurance-vie (*Assurance-vie*) **comm. 195 (nov.)**
- Pierre-Emmanuel DUPONT, responsable du département Banque & Finance, diplômé notaire, Uguen / Vidalenc & Associés, Paris**
- Les investissements immobiliers des sociétés d'assurance : l'incidence de la réglementation des éléments d'actifs (*Investissement immobilier*) **études 3 (mars)**
- Hervé EKUÉ, avocat à la Cour, Allen & Overy LLP**
- Utilité et périmètre des avis juridiques relatifs à la compensation centrale des contrats dérivés OTC : les premières ISDA Client Clearing Opinions (*Contrats dérivés de gré-à-gré*) **études 1 (janv.)**
- Guillaume ELIET, secrétaire général adjoint, Autorité des marchés financiers**
- 3 questions à (*Union des marchés de capitaux*) **alerte 31 (juill.)**
- Nicolas ERESEO, maître de conférence HDR à l'université de Strasbourg**
- La rémunération de la banque par les frais et commissions (*Rémunération de la banque*) **dossier 17 (mars)**
- Jacinthe ETTER, avocat à la cour, Allen & Overy LLP**
- Sûretés consenties en garantie d'un crédit et proportionnalité (*Sûretés*) **études 15 (sept.)**
- Fabrice FAURE-DAUPHIN, avocat au barreau de Paris, Allen & Overy LLP**
- La régulation de la titrisation toujours en question (*Titrisation*) **meilleure pratique 1 (janv.)**
- Mathieu FRANÇON, avocat Bredin Prat**
- 3 question à (*Mécanisme de surveillance unique*) **alerte 7 (mars)**
- Pierre-Antoine GAILLY, président de la Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Île-de-France**
- Les nouvelles monnaies et l'avis du CESE (*Monnaies*) **alerte 14 (mai)**
- Rosa Maria GARCIA TERUEL, predoctoral researcher at the Housing Chair of the University Rovira i Virgili (Tarragona, Spain)**
- The new intermediate tenures in Catalonia to facilitate access to housing (*Crédit immobilier*) **dossier 27 (mars)**
- Svetlana GAREEVA, avocat, Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP (Moscou)**
- Des sanctions ciblées contre les marchés de capitaux russes (*Fédération de Russie*) **études 2 (janv.)**
- Antoine GAUDEMET, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas**
- EMIR 1/5 : le domaine d'application (*Infrastructures de marché*) **comm. 21 (janv.)**
 - EMIR 2/5 : les techniques d'atténuation des risques (*Infrastructures de marché*) **comm. 22 (janv.)**
- Marie GILLOUARD, responsable Droit européen, Fédération bancaire française**
- Directive sur la transparence tarifaire la mobilité et l'accès au compte (*Payment Account Directive*) **comm. 58 (mars)**
- Alexandre GIRAUD, Senior Legal Advisor, Eurofinas**
- Actualités européennes de la distribution de l'assurance par les établissements de crédit (*Assurance*) **dossier 2 (janv.)**
- Guillaume GIULIANI, avocat à la Cour**
- Affaire Icade - Silic : offre publique obligatoire en titre sans option en numéraire (*Offre publique obligatoire*) **comm. 23 (janv.)**
- Solène GOBIN, doctorante CIFRE, IRDA, université Panthéon-Assas Paris 2**
- Sûretés consenties en garantie d'un crédit et proportionnalité (*Sûretés*) **études 15 (sept.)**
- Alain GOURIO, docteur en droit, directeur juridique de la Fédération bancaire française**
- Directive sur la transparence tarifaire la mobilité et l'accès au compte (*Payment Account Directive*) **comm. 58 (mars)**
- Thierry GRANIER, professeur à Aix Marseille Université (EA 4224)**
- Crowdfunding et financement durable (*Financement participatif*) **dossier 44 (juill.)**
- Dmitry GUBAREV, avocat associé, Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP (Moscou)**
- Des sanctions ciblées contre les marchés de capitaux russes (*Fédération de Russie*) **études 2 (janv.)**
- Britta HARDECK, avocat, Clifford Chance**
- Promotion de l'actionariat salarié : la « loi Macron » redistribue les cartes (*Actionariat salarié*) **études 20 (nov.)**
- Caroline HOUIN-BRESSAND, maître de conférences à l'université de Lorraine**
- Des conditions et effets de la compensation des créances connexes (*Entreprises en difficulté*) **comm. 56 (mars)**
 - Actes annulables antérieurs à la date de cessation des paiements (*Entreprises en difficulté*) **comm. 57 (mars)**
 - Portée du jugement d'orientation (*Saisie immobilière*) **comm. 97 (mai)**
 - Avertissement d'avoir à déclarer (*Entreprise en difficulté*) **comm. 101 (mai)**
 - Prescription et effet interruptif de la déclaration de créance (*Entreprise en difficulté*) **comm. 102 (mai)**
 - Résiliation du contrat de crédit-bail immobilier (*Entreprise en difficulté*) **comm. 103 (mai)**
 - Champ d'application de la déclaration des créances (*Procédures collectives*) **comm. 163 (sept.)**
 - Contenu de la déclaration des créances (*Procédures collectives*) **comm. 164 (sept.)**
 - Vérification des créances déclarées et production de pièces complémentaires (*Procédures collectives*) **comm. 165 (sept.)**
 - Recours contre les décisions du juge-commissaire (*Procédures collectives*) **comm. 166 (sept.)**
 - Nullité de plein droit du remboursement en période suspecte d'un prêt non échu (*Procédures collectives*) **comm. 167 (sept.)**
 - Déclaration des créances cédées à titre de garantie (*Procédures collectives*) **comm. 197 (nov.)**
 - Admission des créances d'indemnité et d'intérêts (*Procédures collectives*) **comm. 198 (nov.)**

- Sanction du défaut de déclaration et action contre les tiers (*Procédures collectives*) **comm. 199 (nov.)**

Catherine HOUSSA, Présidente de l'AEDBF Belgique, avocat associé, cabinet Simont Braun, Bruxelles

- L'internationalisation des contentieux bancaires et financiers (*Droit bancaire et financier*) **dossier 40 (juill.)**

Francis J. CRÉDOT, Professeur associé à l'université de Paris Sud

- Régime spécifique applicable aux établissements de crédit (*Droit commun des pratiques restrictives de concurrence*) **comm. 2 (janv.)**
- Non-lieu à renvoi d'une question prioritaire de constitutionnalité portant sur le droit au compte (*Droit au compte*) **comm. 3 (janv.)**
- Frais d'information annuelle des cautions (*Calcul du TEG*) **comm. 4 (janv.)**

Magali JAOUEN, professeur de droit privé à l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, Laboratoire Institut du développement et de la prospective (IDP EA 1384)

- Le rachat du contrat d'assurance-vie (*Assurance-vie*) **dossier 8 (janv.)**

Laurent JOBERT, docteur en droit, avocat associé, Veil Jourde

- Modification du régime de la « record date » (*Assemblées générales*) **comm. 59 (mars)**
- Rapport 2014 de l'AMF sur le gouvernement d'entreprise et la rémunération des dirigeants, 22 septembre 2014 (*Gouvernement d'entreprise et rémunération des dirigeants*) **comm. 60 (mars)**
- La consultation préalable de l'assemblée générale des actionnaires à propos des cessions d'actifs significatifs (*Assemblées générales d'actionnaires*) **comm. 208 (nov.)**
- Mise en oeuvre des propositions du rapport Poupert-Lafarge à propos des assemblées générales d'actionnaires de sociétés cotées (*Assemblées générales d'actionnaires*) **comm. 209 (nov.)**
- Publication du premier rapport d'activité du Haut Comité de Gouvernement d'entreprise (*Code AFEP-MEDEF de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées*) **comm. 210 (nov.)**

Sandra KAHN, avocat

- Le whistleblowing : réflexions sur les derniers développements en matière financière (*Droit bancaire et financier*) **études 21 (nov.)**

Arut KANNAN, avocat au barreau de Paris, Solicitor (England & Wales), Spitz & Poulle

- ISDA 2014 Resolution Stay Protocol et suspension des accords de close-out netting : vers une reconnaissance extraterritoriale des mesures de résolution ? (*Extraterritorialité*) **études 5 (mai)**

Gilles KOLIFRATH, Partner, Kramer Levin Naftalis & Frankel LLP

- Rétrocessions de commissions : vers une refonte de la rémunération des réseaux de distribution ? (*MIF II*) **meilleure pratique 2 (mars)**

Núria LAMBEA LLOP, predoctoral researcher at the Housing Chair of the University Rovira i Virgili (Tarragona, Spain)

- The new intermediate tenures in Catalonia to facilitate access to housing (*Crédit immobilier*) **dossier 27 (mars)**

Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg

- L'encadrement juridique de la mobilité bancaire (*Comptes bancaires*) **études 9 (mai)**
- Analyse de la protection pénale du prêt sur gage (*Prêts sur gages*) **études 10 (juill.)**

- La rémunération de la banque et du banquier : état des lieux d'un encadrement juridique méconnu (*Rémunération de la banque*) **dossier 15 (mars)**

- La rémunération de la banque par les frais et commissions (*Rémunération de la banque*) **dossier 17 (mars)**

- Les arrêts Jauleski, Seydoux et Guigan : l'avènement du devoir de mise en garde (*Responsabilité du banquier*) **dossier 47 (sept.)**

- Adaptation du Code monétaire et financier au nouveau mécanisme de surveillance unique par l'ordonnance n° 2014-1332 du 6 novembre 2014 **alerte 1 (janv.)**

- Médiateurs bancaires : évolutions et craintes (*Établissement de crédit*) **alerte 30 (juill.)**

Hervé LE NABASQUE, Agrégé des facultés de droit, Professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne)

- L'audace du Conseil constitutionnel (*Abus de marché*) **repère 3 (mai)**

- Information des salariés en cas de vente de « leur » entreprise, ou l'art du rétropédalage (*Transmission d'entreprises*) **repère 6 (nov.)**

Nicolas LEBLOND, maître de conférences, université de Valenciennes - Institut du développement et de la prospective (EA 1384)

- La banque et l'assurance du bien financé (*Assurance*) **dossier 6 (janv.)**

- Les droits du créancier nanti sur un contrat d'assurance-vie (*Assurance-vie*) **dossier 9 (janv.)**

Dominique LEGEAIS, professeur à l'université Paris-Descartes, université Sorbonne Paris-Cité, directeur du CEDAG

- La protection de l'emprunteur ayant souscrit un prêt associé à un montage financier (*Banquier dispensateur de crédit*) **études 24 (nov.)**

- Droit bancaire : les décisions de la 1^{re} chambre civile du 12 juillet 2005, dix ans plus tard (*Responsabilité du banquier*) **dossier 46 (sept.)**

- L'arrêt Grimaldi : la naissance du devoir d'éclairer (*Responsabilité du banquier*) **dossier 48 (sept.)**

- La fin annoncée du monopole bancaire (*Monopole bancaire*) **repère 2 (mars)**

- Le crédit interentreprises réactivé (*Monopole bancaire*) **repère 5 (sept.)**

- Portée de la solidarité entre cofidélusés (*Cautionnement*) **comm. 7 (janv.)**

- Preuve du caractère commercial (*Cautionnement*) **comm. 8 (janv.)**

- Procédure collective (*Cautionnement*) **comm. 9 (janv.)**

- Conditions d'opposabilité (*Gage*) **comm. 11 (janv.)**

- Cautions solidaires (*Cautionnement*) **comm. 38 (mars)**

- Devoir de mise en garde (*Cautionnement*) **comm. 40 (mars)**

- Fraude paulienne (*Cautionnement*) **comm. 41 (mars)**

- Proportionnalité (*Cautionnement*) **comm. 42 (mars)**

- Absence de devoir de mise en garde (*Sûreté réelle pour autrui*) **comm. 43 (mars)**

- Bénéfice de subrogation (*Cautionnement*) **comm. 74 (mai)**

- Commencement d'exécution (*Cautionnement*) **comm. 75 (mai)**

- Intervention d'OSEO (*Cautionnement*) **comm. 77 (mai)**

- Mandat (*Cautionnement*) **comm. 78 (mai)**

- Preuve du cautionnement soumise (*Cautionnement*) **comm. 79 (mai)**

- Responsabilité du banquier (*Cautionnement*) **comm. 80 (mai)**

- Opposabilité du gage avec dépossession (*Gage*) **comm. 82 (mai)**

- Caractère consensuel (*Gage commercial*) **comm. 84 (mai)**

- Prescription de l'hypothèque (*Hypothèque*) **comm. 86 (mai)**

- Droit de former tierce opposition à une sentence arbitrale (*Cautionnement*) **comm. 122 (juill.)**
- Droit pour créancier de prendre des mesures conservatoires en cas d'ouverture d'une procédure collective (*Cautionnement*) **comm. 123 (juill.)**
- Distinction de la promesse ratification et de la promesse exécution (*Promesse de porte-fort*) **comm. 125 (juill.)**
- Dol du créancier (*Cautionnement*) **comm. 152 (sept.)**
- Quel avenir pour le gage sur stocks (*Gage sur stocks*) **comm. 156 (sept.)**
- Portée du droit de rétention (*Droit de rétention*) **comm. 157 (sept.)**
- Proportionnalité (*Cautionnement*) **comm. 188 (nov.)**
- Loi applicable (*Cautionnement*) **comm. 191 (nov.)**
- Portée de l'intervention d'OSEO (*Cautionnement*) **comm. 193 (nov.)**

Anne LEMERCIER, avocat au barreau de Paris

- Promotion de l'actionariat salarié : la « loi Macron » redistribue les cartes (*Actionariat salarié*) **études 20 (nov.)**

Nicolas LITAIZE, docteur en droit privé

- Plaidoyer pour le maintien de la subrogation ex parte creditoris (*Réforme du droit des obligations*) **études 26 (nov.)**

Paul LUTZ, Cabinet ASA – Avocats associés, avocat au barreau de Strasbourg

- TEG des prêts immobiliers et année civile (*Taux effectif global*) **meilleure pratique 6 (nov.)**

Catherine MALECKI, maître de conférences HDR université Paris-Sud, IDEP (Institut Droit Éthique Patrimoine)

- Finance durable et RSE (*Finance durable*) **dossier 12 (janv.)**
- La RSE : une norme singulière et plurielle (*Droit bancaire*) **dossier 35 (mai)**

Caroline MARION, avocat au barreau de Paris, Allen & Overy LLP

- La régulation de la titrisation toujours en question (*Titrisation*) **meilleure pratique 1 (janv.)**

Didier MARTIN, Bredin Prat, Associé

- L'extraterritorialité en droit des marchés financiers (*Droit financier*) **dossier 52 (nov.)**
- Affaire Icade - Silic : offre publique obligatoire en titre sans option en numéraire (*Offre publique obligatoire*) **comm. 23 (janv.)**

Julien MARTIN, professeur agrégé de droit public université de La Rochelle

- Modalités de calcul et de délivrance de l'aide au remboursement anticipé des emprunts structurés (*Personnes publiques*) **comm. 37 (mars)**
- La limitation des emprunts susceptibles d'être souscrits par les organismes de logement social à ceux classés 1A et 2A (*Personnes publiques*) **comm. 148 (sept.)**
- La confirmation de la doctrine d'emploi du fonds de soutien et du rôle central du service de sortie des emprunts à risque (*Personnes publiques*) **comm. 149 (sept.)**
- Première condamnation d'une banque pour défaut de mise en garde contre un emprunt structuré souscrit par une personne publique (*Conclusion*) **comm. 185 (nov.)**
- Première condamnation d'une banque pour défaut de mise en garde contre un swap souscrit par une personne publique (*Conclusion*) **comm. 186 (nov.)**

Julien MARTINET, avocat associé, JeantetAssociés

- Réconcilions la sanction du TEG avec le droit des obligations (*Taux effectif global*) **meilleure pratique 5 (sept.)**

Nicolas MATHEY, professeur à l'université Paris Descartes, Sorbonne Paris Cité, membre du CEDAG, directeur du M2 Droit et gestion bancaire du patrimoine, directeur du JurisClasseur Contrats-Distribution

- La rémunération du dirigeant de banque (*Rémunération du banquier*) **dossier 18 (mars)**
- Découvert en compte et crédit à la consommation (*Crédit à la consommation*) **comm. 34 (mars)**
- Crédit et énergie renouvelable (*Crédit affecté*) **comm. 35 (mars)**
- TEG erroné. Différence inférieure à une décimale (*Taux effectif global*) **comm. 36 (mars)**
- Crédit renouvelable : TEG erroné dans les états mensuels et la notification annuelle (*Taux effectif global*) **comm. 72 (mai)**
- Pour l'adoption du système métrique en droit de la consommation ! (*Crédit à la consommation*) **comm. 73 (mai)**
- Appréciation de la destination professionnelle d'un crédit (*Destination professionnelle d'un crédit*) **comm. 116 (juill.)**
- Délai de prescription biennale en matière de crédit immobilier (*Crédit immobilier*) **comm. 117 (juill.)**
- L'intégration des intérêts et frais exposés au cours de la période de préfinancement (*Taux effectif global*) **comm. 118 (juill.)**
- Évaluation de la solvabilité de l'emprunteur (*Crédit à la consommation*) **comm. 119 (juill.)**
- Clause résolutoire : régularité et mise en oeuvre (*Crédit à la consommation*) **comm. 143 (sept.)**
- TEG : information du débiteur et taux de base bancaire (*Taux effectif global*) **comm. 144 (sept.)**
- Renégociation (*Crédit immobilier*) **comm. 145 (sept.)**
- Le délai de grâce suspend les effets de la déchéance du terme (*Crédit à la consommation*) **comm. 146 (sept.)**
- TEG et intérêts intercalaires (*Crédit à la consommation*) **comm. 147 (sept.)**

Jean-Pierre MATTOU, avocat au barreau de Paris, Cabinet Kramer Levin Naftalis et Frankel LLP, professeur-associé à Paris II, Panthéon-Assas, président d'honneur de l'AEDBF

- Droit bancaire, supranationalité et extraterritorialité : la lex mercatoria (*Droit bancaire*) **dossier 32 (mai)**

Géraud MÉGRET, avocat, docteur en droit

- La disproportion de l'engagement de la caution doit-elle nuire aux cofidésusseurs ? (*Cautionnement*) **études 7 (mai)**

Virginie MERCIER, maître de conférences HDR à Aix Marseille Université (EA 4224), directrice de l'Institut pluridisciplinaire de l'eau, de l'environnement et du développement durable

- La finance durable en questions (*Finance durable*) **dossier 42 (juill.)**
- La finance durable : un oxymore ? (*Finance durable*) **dossier 43 (juill.)**

Anne-Dominique MERVILLE, maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise

- La norme déontologique (*Droit financier*) **dossier 34 (mai)**

Elga MOLINA ROIG, predoctoral researcher at the Housing Chair of the University Rovira i Virgili (Tarragona, Spain)

- The new intermediate tenures in Catalonia to facilitate access to housing (*Crédit immobilier*) **dossier 27 (mars)**

Pierre MONTEIL, avocat, Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP (Paris)

- Des sanctions ciblées contre les marchés de capitaux russes (*Fédération de Russie*) **études 2 (janv.)**
- Quand les taux d'intérêt deviennent négatifs et bouleversent l'architecture des garanties associées aux transactions sur instruments financiers à terme (*Instruments financiers à terme*) **études 14 (sept.)**

Joy MORTON, Barrister - Gray's Inn, Londres

- Finance alternative : aspects de droit anglais 2014 (Finance alternative) **dossier 14 (janv.)**

Jean-Marc MOULIN, professeur, université de Perpignan Via Domitia – CDCYS

- La finance alternative (Finance alternative) **dossier 10 (janv.)**
- Banque alternative, finance solidaire, économie sociale et solidaire (Finance alternative) **dossier 13 (janv.)**
- La directive « crédit hypothécaire » (Directive crédit hypothécaire) **dossier 20 (mars)**
- La financiarisation du crédit hypothécaire par la directive 2014/17/UE (Crédit immobilier) **dossier 25 (mars)**

Anne-Catherine MULLER, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université de Paris Nord (Paris 13)

- Encadrement des dépositeurs centraux (Dépositaires centraux) **comm. 64 (mars)**
- Produits d'investissement de détail packagés (PRIIPs) (Produits d'investissement) **comm. 65 (mars)**
- Obligation d'information du PSI sur le profit escompté de la conclusion d'une opération de couverture (Intermédiaire financier) **comm. 104 (mai)**
- Libre concurrence des lieux d'exécution (Marchés) **comm. 171 (sept.)**
- Lutte contre le blanchiment d'argent (Sécurité du système financier) **comm. 177 (sept.)**

Esther MUÑIZ ESPADA, université de Valladolid

- Regard critique depuis l'Espagne sur la directive relative au crédit hypothécaire (Crédit immobilier) **dossier 24 (mars)**

Sergio NASARRE-AZNAR, Civil Law Full Professor, Director of the Chair of Housing, University Rovira i Virgili, Spain

- Legal housing reforms in Europe and in Spain as a results of the international crisis 2007 (Crédit immobilier) **dossier 22 (mars)**

Philippe NEAU-LEDUC, professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur du Master 2 Droit bancaire et financier de l'université Paris 1, président de l'Association Capitant Monaco

- Droit bancaire : supranationalité et extraterritorialité (1^{re} partie) (Droit bancaire et financier) **dossier 29 (mai)**
- Blanchiment, procédure fiscale et secret bancaire (Secret bancaire) **dossier 38 (juill.)**

Miguel NICOLAS, docteur en droit

- La validation juridique de la coopération renforcée en matière de taxe sur les transactions financières (Union européenne) **études 4 (mars)**

Pauline PAILLER, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université de Reims

- Indivisibilité ou autonomie du contrat de swap à l'égard d'un contrat principal de crédit-bail ? (Contrat financier) **études 8 (mai)**
- Condamnation de la stratégie de communication financière de Faurecia (Information financière) **comm. 26 (janv.)**
- Dernier acte pour le cumul de sanctions pénales et administratives en matière d'abus de marché (Abus de marché) **comm. 63 (mars)**
- Quels pouvoirs pour le juge saisi d'une demande de sursis à exécution d'une décision de sanction ? (Sursis à exécution) **comm. 108 (mai)**
- Condamnation de Dexia pour avoir manqué à son obligation d'information lors de la souscription d'emprunts structurés par la commune de Saint Cast (Collectivités locales) **comm. 135 (juill.)**
- Suites et fin de l'affaire Wendel (Déclaration de franchise de seuils) **comm. 138 (juill.)**

- Rapport de l'Autorité des marchés financiers sur l'application du principe ne bis in idem dans la répression des abus de marché (Abus de marché) **comm. 139 (juill.)**

- Obligations professionnelles - Manquements (Conseil en investissements financiers) **comm. 174 (sept.)**

- Nouvelle condamnation de pratiques de « layering » par la commission des sanctions (Manipulation de cours) **comm. 216 (nov.)**

- Le nouveau droit financier des contrats sur matières premières (Contrats financiers) **alerte 6 (mars)**

- Accord européen sur l'encadrement de la distribution des produits d'assurance (Intermédiation en assurance) **alerte 39 (sept.)**

Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET, maître de conférences à la faculté de droit, Aix Marseille Université, Centre de droit économique (EA 4224)

- Le bonheur est dans le prêt ! Le financement participatif sous forme de prêt et la finance durable (Financement participatif) **dossier 45 (juill.)**

Yves PICOD, doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de Perpignan, directeur du Centre de droit de la concurrence Y-S (EA du CDED)

- Observations conclusives (Crédit immobilier) **dossier 28 (mars)**

Stéphane PIEDELIÈVRE, professeur à l'université de Paris 12

- La rémunération du trader (Rémunération du banquier) **dossier 19 (mars)**

- Caractère accessoire et taux de ressort (Astreinte) **comm. 15 (janv.)**

- Inscription provisoire d'hypothèque et titre exécutoire (Mesures conservatoires) **comm. 16 (janv.)**

- Audience d'orientation et appel (Saisie immobilière) **comm. 17 (janv.)**

- Tiers saisi et condamnation aux causes de la saisie (Saisie-attribution) **comm. 18 (janv.)**

- Plan de désendettement et dettes fiscales (Surendettement) **comm. 19 (janv.)**

- Dettes professionnelles et cessation d'activité (Surendettement) **comm. 20 (janv.)**

- Titre exécutoire et plainte (Mesures conservatoires) **comm. 48 (mars)**

- Saisie et actes de conversion (Mesures conservatoires) **comm. 49 (mars)**

- Offre de retrait litigieux et audience d'orientation (Saisie immobilière) **comm. 50 (mars)**

- Audience d'orientation et contestation par un tiers (Saisie immobilière) **comm. 51 (mars)**

- Commandement de payer et décompte (Saisie immobilière) **comm. 52 (mars)**

- Bonne foi et nouvelle demande (Surendettement) **comm. 53 (mars)**

- Transaction et parties au contrat (Titre exécutoire) **comm. 54 (mars)**

- Pouvoir juridictionnel et responsabilité notariale (Juge de l'exécution) **comm. 55 (mars)**

- Cause étrangère et liquidation (Astreinte) **comm. 92 (mai)**

- Adjudication et prix (Saisie immobilière) **comm. 93 (mai)**

- Caducité du commandement et prescription (Saisie immobilière) **comm. 94 (mai)**

- Commandement de payer et tiers détenteur (Saisie immobilière) **comm. 95 (mai)**

- Date d'adjudication et pourvoi en cassation (Saisie immobilière) **comm. 96 (mai)**

- Contestations et saisies successives (Saisie-attribution) **comm. 98 (mai)**

- Location-gérance et qualité de commerçant (Surendettement) **comm. 99 (mai)**

- Résidence principale et ouverture de la procédure (Surendettement) **comm. 100 (mai)**

• Contestation et juge de l'exécution (<i>Avis à tiers détenteur</i>).....	comm. 129 (juill.)	collective).....	comm. 212 (nov.)
• Liquidation judiciaire et pouvoir du liquidateur (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 130 (juill.)	Estela RIVAS NIETO, professeure de Droit financier de l'université Rovira i Virgili de Tarragona (Espagne), Chair Deputy Director, Chair Housing	
• Dispense d'autorisation et aval d'un billet à ordre (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 131 (juill.)	• Les sociétés cotées comme moyen de l'investissement en Espagne (<i>Crédit immobilier</i>).....	dossier 26 (mars)
• Saisie conservatoire et obtention d'un titre exécutoire (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 132 (juill.)	David ROBINE, professeur à l'université de Rouen (CUREJ-EA 4703), co-directeur du Centre universitaire rouennais d'études juridiques	
• Immunité d'exécution et saisie de compte bancaire (<i>Mesures d'exécution forcée</i>).....	comm. 133 (juill.)	• Succursales en France d'établissements de crédit ayant leur siège dans un État tiers (<i>Établissements de crédit étrangers</i>).....	comm. 169 (sept.)
• Commandement de payer et interruption de prescription (<i>Saisie-vente</i>).....	comm. 134 (juill.)	• Conditions du changement d'affectation du crédit documentaire (<i>Crédit documentaire</i>).....	comm. 170 (sept.)
• Résidence principale et insaisissabilité de droit (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 161 (sept.)	Myriam ROUSSILLE, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université du Mans, IRJS (Sorbonne Affaires Finance)	
• Procédures collectives et pouvoir du liquidateur (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 162 (sept.)	• La réforme du droit des obligations et tous ses dangers... (<i>Droit bancaire</i>).....	alerte 13 (mai)
• Acte d'huissier et recouvrement de créances (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 168 (sept.)	• Le TIP est mort : que vive le TIP SEPA ! (<i>Moyen de paiement</i>).....	alerte 51 (nov.)
• Pouvoirs et dispositif d'une décision (<i>Juge de l'exécution</i>).....	comm. 196 (nov.)	Olivier SABA, avocat associé, Bredin Prat	
• Péremption et partie intéressée (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 200 (nov.)	• 3 questions à (<i>Mécanisme de surveillance unique</i>).....	alerte 7 (mars)
• Contestation et appel (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 201 (nov.)	Thierry SAMIN, chargé d'enseignement à l'université Paris Descartes et à l'université Panthéon-Assas (Paris II)	
• Pouvoirs du juge et montant de la mise à prix (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 202 (nov.)	• Mise en oeuvre du pouvoir de police administrative - Recours pour excès de pouvoir en cas de refus (<i>Autorité de contrôle prudentiel et de résolution</i>).....	comm. 1 (janv.)
• Notification du jugement et appel (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 203 (nov.)	• Régime spécifique applicable aux établissements de crédit (<i>Droit commun des pratiques restrictives de concurrence</i>).....	comm. 2 (janv.)
• Dénonciation et contestation (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 204 (nov.)	• Non-lieu à renvoi d'une question prioritaire de constitutionnalité portant sur le droit au compte (<i>Droit au compte</i>).....	comm. 3 (janv.)
• Restitution et clause de réserve de propriété (<i>Surendettement</i>).....	comm. 205 (nov.)	• Frais d'information annuelle des cautions (<i>Calcul du TEG</i>).....	comm. 4 (janv.)
• Procuration et copie exécutoire (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 206 (nov.)	• Absence de fongibilité des articles : exclusion de l'unité de comptes entre un compte courant et un compte-titres (<i>Compte courant</i>).....	comm. 28 (mars)
Yannick PIETTE, avocat à la Cour - Associé, Weil Gotshal & Manges LLP		• Effet novatoire du compte courant (<i>Compte courant</i>).....	comm. 29 (mars)
• Temps judiciaire et temps boursier, une histoire de contretemps (<i>Offres publiques</i>).....	meilleure pratique 3 (mai)	• Contre-passation de factures sur le compte courant après la liquidation judiciaire de l'adhérent (<i>Compte courant</i>).....	comm. 30 (mars)
Hervé PILLARD, avocat à la Cour		• Taux erroné dans l'avenant. Substitution du taux légal à la date de l'avenant (<i>Taux effectif global</i>).....	comm. 31 (mars)
• Monnaies locales complémentaires et droit bancaire (<i>Monnaies locales complémentaires</i>).....	études 6 (mai)	• TEG erroné. Différence inférieure à une décimale. Rejet de la demande de nullité de la clause d'intérêt conventionnel (<i>Taux effectif global</i>).....	comm. 32 (mars)
Jean-Baptiste POULLE, avocat à la cour, Freshfields Bruckhaus Deringer		• Cession à titre de garantie (<i>Cession de créances à titre professionnel</i>).....	comm. 33 (mars)
• Le whistleblowing : réflexions sur les derniers développements en matière financière (<i>Droit bancaire et financier</i>).....	études 21 (nov.)	• Manquements à la réglementation bancaire relative au contrôle interne (<i>Pouvoir de sanction de l'ACPR</i>).....	comm. 68 (mai)
Isabelle RIASSETTO, professeure à l'université du Luxembourg		• Recevabilité de la constitution de partie civile de la banque détentrice des deniers détournés par son employé (<i>Abus de confiance commis par un employé de banque au détriment de clients</i>).....	comm. 69 (mai)
• Le renforcement des obligations d'information à l'égard des clients non-professionnels en matière de gestion de portefeuille pour le compte de tiers (<i>Gestion individuelle de portefeuille</i>).....	études 16 (sept.)	• Inapplicabilité des dispositions de l'article L. 313-12 du Code monétaire et financier en cas de concours occasionnels (<i>Crédits aux entreprises</i>).....	comm. 70 (mai)
• La notion de commercialisation de parts d'OPC (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 24 (janv.)	• Absence d'obligation de conseil (<i>Responsabilité du banquier prêteur</i>).....	comm. 71 (mai)
• Prescription et clauses abusives en matière de responsabilité du gestionnaire de portefeuille (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 61 (mars)	• Fraude dite au Président. Exécution d'un virement faux ou d'un virement authentifié selon une procédure sécurisée (<i>Virement</i>).....	comm. 112 (juill.)
• Qualification d'une « gestion de portefeuille » à la lumière du devoir de conseil (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 106 (mai)	• Personne âgée accompagnée de deux personnes. Abus de faiblesse. Absence de faute de la banque	
• Le contenu d'un ordre de liquidation d'un portefeuille (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 107 (mai)		
• Responsabilité de la société de gestion et du dépositaire d'un OPC envers les actionnaires d'une société cible (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 136 (juill.)		
• Société de libre partenariat (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 173 (sept.)		
• Gestion dans le seul intérêt des porteurs de parts et gestion du risque de liquidité (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 211 (nov.)		
• Opérations entre fonds de capital investissement sous gestion, les limites à ne pas dépasser (<i>Gestion</i>			

(Retrait d'espèces).....	comm. 113 (juill.)	collective).....	comm. 172 (sept.)
• Nature du préjudice par suite de la disparition d'effets dans le coffre due à un défaut de surveillance de la banque (<i>Location de coffre fort</i>).....	comm. 114 (juill.)	• Formalisation, dans les mandats de gestion discrétionnaires, de la nature des orientations de gestion particulières et de la latitude que les clients souhaitent donner à ces mandats (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 213 (nov.)
• Concours à durée déterminée. Respect du terme (<i>Rupture des concours</i>).....	comm. 115 (juill.)	Dominique STUCKI, associé, Virgile Avocats	
• Réception à titre habituel de fonds remboursables du public (<i>Exercice illégal de la profession de banquier</i>).....	comm. 141 (sept.)	• Le crowdfunding en France : modernisation et perspectives (<i>Crowdfunding</i>).....	meilleure pratique 4 (juill.)
• Endossement à l'étranger (<i>Chèque pré-barré et non endossable</i>).....	comm. 142 (sept.)	Hervé SYNDET, agrégé de droit privé et de sciences criminelles, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)	
• Opposition sur chèque (<i>Chèque</i>).....	comm. 178 (nov.)	• Rapport de synthèse (<i>Droit bancaire</i>).....	dossier 41 (juill.)
• Lettre de change-relevé magnétique (<i>Lettre de change</i>).....	comm. 179 (nov.)	• Les enjeux de l'extraterritorialité en droit financier : introduction (<i>Droit financier</i>).....	dossier 49 (nov.)
• Preuve de la procuration par la banque (<i>Procuration sur le compte</i>).....	comm. 180 (nov.)	Silvestre TANDEAU DE MARSAC, avocat au barreau de Paris, ancien membre du Conseil de l'ordre	
• Variabilité du TEG en fonction du taux de base de la banque (<i>TEG</i>).....	comm. 181 (nov.)	• Prêts indexés consentis aux particuliers et aux collectivités locales (<i>Prêt indexé</i>).....	étude 25 (nov.)
• Renégociation du prêt ; Intégration dans le TEG des intérêts intercalaires ; année civile de 365 jours pour un prêt consenti à un consommateur ou à un non-professionnel (<i>Prêt</i>).....	comm. 182 (nov.)	Marina TELLER, professeur à l'université Nice Sophia Antipolis, directrice du master professionnel Juriste Banque Finance, co-directrice du Centre de recherches en droit économique (CREDECO)	
• Déchéance du terme : nécessité d'une mise en demeure en l'absence d'une disposition expresse contraire (<i>Prêt</i>).....	comm. 183 (nov.)	• Le régulateur comptable (<i>Droit bancaire et financier</i>).....	dossier 33 (mai)
• Cession à titre de garantie d'un crédit. Une seule déclaration de créance au titre de la créance garantie. Sort des règlements effectués entre les mains du cessionnaire avant la procédure collective du cédant (<i>Cession de créances professionnelles</i>).....	comm. 184 (nov.)	Aline TENENBAUM, maître de conférences, Faculté de droit université Paris-Est Créteil	
François SAUVAGE, professeur à l'université d'Evry - Val d'Essonne		• La disparition de l'exigence de territorialité en matière de compétence des autorités de contrôle à l'épreuve du droit des marchés dérivés ? (<i>Droit financier</i>).....	dossier 39 (juill.)
• Question pratique : à qui profite l'assurance des emprunteurs garantissant le remboursement d'un prêt accordé à un couple ? (<i>Crédit bancaire</i>).....	dossier 5 (janv.)	Arnaud TERREN, juriste, chargé de cours ESCP Europe	
Jean-François SERVAL, expert comptable, commissaire aux comptes		• Les covenants des contrats de dettes font-ils naître un risque de gestion de fait pour les créanciers financiers ?.....	étude 11 (juill.)
• Le système monétaire : analyse et nouvelle approche de la régulation (<i>Système monétaire</i>).....	étude 13 (juill.)	Philippe THOMAS, professeur de Finance, ESCP Europe	
Laurent SIGUIRT, maître de conférences à l'Université de Valenciennes, Laboratoire IDP EA 1384		• Les covenants des contrats de dettes font-ils naître un risque de gestion de fait pour les créanciers financiers ?.....	étude 11 (juill.)
• L'impact de la fausse déclaration de l'assuré sur le contrat d'assurance (<i>Assurance</i>).....	dossier 4 (janv.)	• Incertaine efficacité et alternatives aux doubles Lux Co. (<i>CONTRAT DE CRÉDIT</i>).....	étude 12 (juill.)
Michel STORCK, professeur à la faculté de droit de Strasbourg		• Nature juridique des green bonds (<i>Obligations</i>).....	étude 22 (nov.)
• Le renforcement des obligations d'information à l'égard des clients non-professionnels en matière de gestion de portefeuille pour le compte de tiers (<i>Gestion individuelle de portefeuille</i>).....	étude 16 (sept.)	• Le Media for Equity : une nouvelle approche des prises de contrôle (<i>Media for Equity</i>).....	étude 23 (nov.)
• Dispositions transitoires relatives à l'application aux OPC du règlement PRIIPs sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement de détail et fondés sur l'assurance (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 25 (janv.)	Jean-Pascal TRANIÉ, partner, Aloe group	
• Relations d'affaires entre un gérant salarié d'une société de gestion et une banque suisse : conflits d'intérêts et manquements aux obligations professionnelles (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 62 (mars)	• Le système monétaire : analyse et nouvelle approche de la régulation (<i>Système monétaire</i>).....	étude 13 (juill.)
• Méconnaissance de l'agrément accordé par l'AMF (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 105 (mai)	Vanessa VALETTE-ERCOLE, MCF en droit privé de sciences criminelles, membre du CDED, université de Perpignan Via Domitia	
• Position AMF - Guide sur les régimes de commercialisation des OPCVM et des FIA en France (<i>Commercialisation des OPCVM</i>).....	comm. 137 (juill.)	• La protection précontractuelle du consommateur dans la nouvelle directive sur le crédit hypothécaire (<i>Crédit immobilier</i>).....	dossier 23 (mars)
• Renforcement de l'attractivité des organismes de placement collectif immobilier (OPCI) (<i>Gestion</i>		Laurent VINCENT, avocat à la Cour, Allen & Overy LLP	
		• Utilité et périmètre des avis juridiques relatifs à la compensation centrale des contrats dérivés OTC : les premières ISDA Client Clearing Opinions (<i>Contrats dérivés de gré-à-gré</i>).....	étude 1 (janv.)
		Qian ZHANG, avocat, Clifford Chance	
		• Promotion de l'actionnariat salarié : la « loi Macron » redistribue les cartes (<i>Actionnariat salarié</i>).....	étude 20 (nov.)

Actionnariat salarié

- **Promotion de l'actionnariat salarié : la « loi Macron » redistribue les cartes,**
par Anne LEMERCIER, avocat associé, Clifford Chance..... étude 20 (nov.)
- **Promotion de l'actionnariat salarié : la « loi Macron » redistribue les cartes,**
par Britta HARDECK, avocat, Clifford Chance..... étude 20 (nov.)
- **Promotion de l'actionnariat salarié : la « loi Macron » redistribue les cartes,**
par Qian ZHANG, avocat, Clifford Chance..... étude 20 (nov.)

Assurance

- **Actualités européennes de la distribution de l'assurance par les établissements de crédit,**
par Alexandre GIRAUD, Senior Legal Advisor, Eurofinas..... dossier 2 (janv.)
- **L'impact de la fausse déclaration de l'assuré sur le contrat d'assurance,**
par Laurent SIGUOIRT, maître de conférences à l'université de Valenciennes, Laboratoire IDP EA 1384... dossier 4 (janv.)
- **La banque et l'assurance du bien financé,**
par Nicolas LEBLOND, maître de conférences à l'université de Valenciennes, Institut du développement et de la prospective (EA 1384)..... dossier 6 (janv.)

Assurance groupe

- **L'établissement bancaire et l'assurance-groupe,**
par Michel DÉFOSSÉZ, professeur à l'université de Valenciennes..... dossier 3 (janv.)

Assurance-vie

- **La renonciation au contrat d'assurance-vie,**
par Jamel DJOUDI, maître de conférences HDR à l'université de Valenciennes, Laboratoire LIEN-IDP de Valenciennes..... dossier 7 (janv.)
- **Le rachat du contrat d'assurance-vie,**
par Magali JAOUEN, professeur de droit privé à l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, Laboratoire Institut du développement et de la prospective (IDP EA 1384)..... dossier 8 (janv.)
- **Les droits du créancier nanti sur un contrat d'assurance-vie,**
par Nicolas LEBLOND, maître de conférences à l'université de Valenciennes, Institut du développement et de la prospective (EA 1384)..... dossier 9 (janv.)

Autorités indépendantes

- **Le contrôle démocratique des autorités indépendantes. Vision française et monégasque,**
par Jean-Marie CANAC, président de l'AEDBF Monaco et de l'AEDBP Europe, chargé d'enseignements à l'université de Nice Sophia Antipolis et à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, avocat associé CANAC & ASSOCIÉS..... dossier 30 (mai)

Banquier dispensateur de crédit

- **La protection de l'emprunteur ayant souscrit un prêt associé à un montage financier,**
par Dominique LEGEAS, professeur à l'université Paris-Descartes, université Sorbonne Paris-Cité, directeur du CEDAG..... étude 24 (nov.)

Cautionnement

- **La disproportion de l'engagement de la caution doit-elle nuire aux cofidésusseurs ?,**
par Géraud MÉGRET, avocat, docteur en droit..... étude 7 (mai)

- **La disproportion de l'engagement de la caution doit-elle nuire aux cofidésusseurs ?,**
par Laetitia BOUGEROL, maître de conférences à l'université Paris-Sud..... étude 7 (mai)

Comptes bancaires

- **L'encadrement juridique de la mobilité bancaire,**
par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR, université de Strasbourg..... étude 9 (mai)

Contrat de crédit

- **Incertaine efficacité et alternatives aux doubles Lux Co.,**
par Philippe THOMAS, professeur de Finance, ESCP Europe..... étude 12 (juill.)
- **Incertaine efficacité et alternatives aux doubles Lux Co.,**
par Xavier COUDERC-FANI, juriste, chargé de cours à ESCP Europe..... étude 12 (juill.)

Contrat financier

- **Indivisibilité ou autonomie du contrat de swap à l'égard d'un contrat principal de crédit-bail ?,**
par Pauline PAILLER, agrégée des facultés de droit, professeur à l'université de Reims..... étude 8 (mai)

Contrats dérivés de gré-à-gré

- **Utilité et périmètre des avis juridiques relatifs à la compensation centrale des contrats dérivés OTC : les premières ISDA Client Clearing Opinions,**
par Laurent VINCENT, avocat à la Cour, Allen & Overy LLP..... étude 1 (janv.)
- **Utilité et périmètre des avis juridiques relatifs à la compensation centrale des contrats dérivés OTC : les premières ISDA Client Clearing Opinions,**
par Hervé EKUÉ, avocat à la Cour, Allen & Overy LLP..... étude 1 (janv.)

Crédit bancaire

- **Question pratique : à qui profite l'assurance des emprunteurs garantissant le remboursement d'un prêt accordé à un couple ?,**
par François SAUVAGE, professeur à l'université d'Evry - Val d'Essonne..... dossier 5 (janv.)

Crédit immobilier

- **La directive « crédit hypothécaire », sa genèse, ses objectifs, son périmètre (biens visés, aux divers intervenants et aux types de prêts), comparaison par rapport au crédit mobilier,**
par Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)..... dossier 21 (mars)
- **Legal housing reforms in Europe and in Spain as a results of the international crisis 2007,**
par Sergio NASARRE-AZNAR, Civil Law Full Professor, Director of the Chair of Housing, University Rovira i Virgili, Spain..... dossier 22 (mars)
- **La protection précontractuelle du consommateur dans la nouvelle directive sur le crédit hypothécaire,**
par Vanessa VALETTE-ERCOLE, MCF en droit privé de sciences criminelles, membre du CDED, université de Perpignan Via Domitia..... dossier 23 (mars)
- **Regard critique depuis l'Espagne sur la directive relative au crédit hypothécaire,**
par Esther MUÑIZ ESPADA, université de Valladolid..... dossier 24 (mars)
- **La financiarisation du crédit hypothécaire par la directive 2014/17/UE,**
par Jean-Marc MOULIN, professeur, université de Perpignan Via Domitia - CDCYS..... dossier 25 (mars)

- **Les sociétés cotées comme moyen de l'investissement en Espagne,**
par Estela RIVAS NIETO, professeure de Droit financier de l'université Rovira i Virgili de Tarragona (Espagne), Chair Deputy Director, Chair Housing..... **dossier 26 (mars)**
- **The new intermediate tenures in Catalonia to faciliter access to housing,**
par Rosa Maria GARCIA TERUEL, Núria LAMBEA LLOP et Elga MOLINA ROIG, predoctoral researchers at the Housing Chair of the University Rovira i Virgili (Tarragona, Spain)..... **dossier 27 (mars)**
- **Observations conclusives,**
par Yves PICOD, doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de Perpignan, directeur du Centre de droit de la concurrence Y-S (EA du CDED)..... **dossier 28 (mars)**

Droit bancaire

- **Droit bancaire, supranationalité et extraterritorialité : la lex mercatoria,**
par Jean-Pierre MATTOUT, avocat au barreau de Paris, Cabinet Kramer Levin Naftalis & Frankel LLP, professeur-associé à Paris II, Panthéon-Assas, président d'honneur de l'AEDBF..... **dossier 32 (mai)**
- **La RSE : une norme singulière et plurielle,**
par Catherine MALECKI, maître de conférences HDR université Paris-Sud, IDEP (Institut Droit Éthique Patrimoine)..... **dossier 35 (mai)**
- **Rapport de synthèse,**
par Hervé SYNDET, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)..... **dossier 41 (juill.)**
- **L'extraterritorialité en droit bancaire,**
par Georges AFFAKI, professeur associé à l'université Panthéon-Assas (Paris II), avocat à la Cour..... **dossier 50 (nov.)**

Droit bancaire et financier

- **Le whistleblowing : réflexions sur les derniers développements en matière financière,**
par Sandra KAHN, avocat, Spitz & Poulle AARPI..... **étude 21 (nov.)**
- **Le whistleblowing : réflexions sur les derniers développements en matière financière,**
par Jean-Baptiste POULLE, avocat, docteur en droit, Spitz & Poulle AARPI..... **étude 21 (nov.)**
- **Les nouveaux législateurs : OICV, Comité de Bâle, FSB, G20,**
par Bertrand BRÉHIER, Direction des Affaires Juridiques Groupe, Société Générale, professeur associé à l'université Panthéon-Sorbonne Paris 1..... **dossier 31 (mai)**
- **Le régulateur comptable,**
par Marina TELLER, professeure à l'université Nice Sophia Antipolis, directrice du master professionnel Juriste Banque Finance, co-directrice du Centre de recherches en droit économique (CREDECO)..... **dossier 33 (mai)**
- **L'internationalisation des contentieux bancaires et financiers,**
par Catherine HOUSSA, présidente de l'AEDBF Belgique, avocat associé, cabinet Simont Braun, Bruxelles..... **dossier 40 (juill.)**

Droit financier

- **La norme déontologique,**
par Anne-Dominique MERVILLE, maître de conférences à l'université de Cergy-Pontoise..... **dossier 34 (mai)**
- **La disparition de l'exigence de territorialité en matière de compétence des autorités de contrôle à l'épreuve du droit des marchés dérivés ?,**
par Aline TENENBAUM, maître de conférences, Faculté de droit université Paris-Est Créteil..... **dossier 39 (juill.)**
- **Les enjeux de l'extraterritorialité du droit financier,**
par Alban CAILLEMER DU FERRAGE, professeur associé à l'université Panthéon-Assas (Paris II), avocat associé Jones Day..... **dossier 51 (nov.)**
- **L'extraterritorialité en droit des marchés financiers,**
par Didier MARTIN, Bredin Prat, associé..... **dossier 52 (nov.)**

- **L'extraterritorialité vue des États-Unis,**
par William D. TORCHIANA, Sullivan & Cromwell LLP... **dossier 53 (nov.)**

Extraterritorialité

- **ISDA 2014 Resolution Stay Protocol et suspension des accords de close-out netting : vers une reconnaissance extraterritoriale des mesures de résolution ?,**
par Arut KANNAN, avocat au barreau de Paris, Solicitor (England & Wales), Spitz & Poulle AARPI..... **étude 5 (mai)**
- **L'extraterritorialité vue de Sirius,**
par Louis d'AVOUT, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris II)..... **dossier 54 (nov.)**
- **Rapport de synthèse,**
par Bernard AUDIT, professeur émérite de l'université Panthéon-Assas (Paris II)..... **dossier 55 (nov.)**

Fédération de Russie

- **Des sanctions ciblées contre les marchés de capitaux russes,**
par Svetlana GAREEVA, avocat, Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP (Moscou)..... **étude 2 (janv.)**
- **Des sanctions ciblées contre les marchés de capitaux russes,**
par Pierre MONTEIL, avocat, Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP (Paris)..... **étude 2 (janv.)**
- **Des sanctions ciblées contre les marchés de capitaux russes,**
par Dmitry GUBAREV, avocat associé, Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP (Moscou)..... **étude 2 (janv.)**
- **Des sanctions ciblées contre les marchés de capitaux russes,**
par Arnaud ACHARD, avocat associé, Orrick, Herrington & Sutcliffe LLP (Paris)..... **étude 2 (janv.)**

Finance alternative

- **Banque alternative, finance solidaire, économie sociale et solidaire,**
par Jean-Marc MOULIN, professeur – Université de Perpignan Via Domitia..... **dossier 13 (janv.)**
- **Finance alternative : aspects de droit anglais 2014,**
par Joy MORTON, Barrister - Gray's Inn, Londres..... **dossier 14 (janv.)**

Finance confessionnelle

- **Finance confessionnelle. Investissement à visée sociale et Fonds d'entrepreneuriat social européens,**
par Julien COUARD, maître de conférences à l'université de Toulon..... **dossier 11 (janv.)**

Finance durable

- **Finance durable et RSE,**
par Catherine MALECKI, maître de conférences à l'université Paris-Sud..... **dossier 12 (janv.)**
- **La finance durable : un oxymore ?,**
par Virginie MERCIER, maître de conférences HDR à Aix-Marseille Université (EA 4224), directrice de l'Institut pluridisciplinaire de l'eau, de l'environnement et du développement durable..... **dossier 43 (juill.)**

Finance durable et solidaire

- **La finance chrétienne : une finance durable et solidaire d'un genre nouveau,**
par Antoine CUNY DE LA VERRYÈRE, président-fondateur de l'Observatoire de finance chrétienne, docteur en droit..... **étude 19 (sept.)**

Financement participatif

- **Crowdfunding et financement durable,**
par Thierry GRANIER, professeur à Aix Marseille Université (EA 4224)..... **dossier 44 (juill.)**
- **Le bonheur est dans le prêt ! Le financement participatif sous forme de prêt et la finance durable,**
par Vincent PERRUCHOT-TRIBOULET, maître de conférences à la faculté de droit, Aix Marseille Université, Centre de droit économique (EA 4224)..... **dossier 45 (juill.)**

Gestion individuelle de portefeuille

- **Le renforcement des obligations d'information à l'égard des clients non-professionnels en matière de gestion de portefeuille pour le compte de tiers,**
par Michel STORCK, professeur à la faculté de droit de Strasbourg..... **étude 16 (sept.)**
- **Le renforcement des obligations d'information à l'égard des clients non-professionnels en matière de gestion de portefeuille pour le compte de tiers,**
par Isabelle RIASSETTO, professeur à l'université du Luxembourg..... **étude 16 (sept.)**

Instruments financiers à terme

- **Quand les taux d'intérêt deviennent négatifs et bouleversent l'architecture des garanties associées aux transactions sur instruments financiers à terme,**
par Arnauld ACHARD, avocat associé, Orrick, Herrington & Sutcliffe (Europe) LLP..... **étude 14 (sept.)**
- **Quand les taux d'intérêt deviennent négatifs et bouleversent l'architecture des garanties associées aux transactions sur instruments financiers à terme,**
par Pierre MONTEIL, avocat à la Cour, Orrick, Herrington & Sutcliffe (Europe), LLP..... **étude 14 (sept.)**

Investissement immobilier

- **Les investissements immobiliers des sociétés d'assurance : l'incidence de la réglementation des éléments d'actifs,**
par Aurélien BOURDET, notaire associé, Uguen / Vidalenc & Associés, Paris..... **étude 3 (mars)**
- **Les investissements immobiliers des sociétés d'assurance : l'incidence de la réglementation des éléments d'actifs,**
par Pierre-Emmanuel DUPONT, responsable du département Banque & Finance, diplômé notaire, Uguen / Vidalenc & Associés, Paris..... **étude 3 (mars)**

Media for Equity

- **Le Media for Equity : une nouvelle approche des prises de contrôle,**
par Philippe THOMAS, professeur de Finance, ESCP Europe..... **étude 23 (nov.)**

Médiation

- **L'étonnante diversité des régimes de confidentialité des médiations financières à travers l'Europe,**
par Marielle COHEN-BRANCHE, médiateur de l'Autorité des marchés financiers (AMF), ancien conseiller à la Cour de cassation..... **étude 18 (sept.)**

Monnaies locales complémentaires

- **Monnaies locales complémentaires et droit bancaire,**
par Hervé PILLARD, avocat à la Cour..... **étude 6 (mai)**

Norme prudentielle

- **La norme prudentielle,**
par Thierry BONNEAU, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Panthéon-Assas (Paris 2)..... **dossier 36 (mai)**

Obligations

- **Nature juridique des green bonds,**
par Philippe THOMAS, professeur de Finance, ESCP Europe..... **étude 22 (nov.)**

OHADA

- **Le sort des sûretés personnelles dans l'avant-projet de réforme de l'Acte uniforme portant organisation des procédures collectives du 10 avril 1998,**
par Ramsès AKONO ADAM, assistant à la faculté des Sciences juridiques et politiques de l'université de Ngaoundéré-Cameroun..... **étude 17 (sept.)**

Prêt indexé

- **Prêts indexés consentis aux particuliers et aux collectivités locales,**
par Silvestre TANDEAU DE MARSAC, avocat au barreau de Paris, Fischer, Tandeau de Marsac, Sur & Associés, Vice-président de la CCEF..... **étude 25 (nov.)**

Prêts sur gages

- **Analyse de la protection pénale du prêt sur gage,**
par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR à l'université de Strasbourg..... **étude 10 (juill.)**

Réforme du droit des obligations

- **Plaidoyer pour le maintien de la subrogation ex parte creditoris,**
par Nicolas LITAIZE, docteur en droit privé, ATER Université de Lorraine – Faculté de Droit de Metz..... **étude 26 (nov.)**

Rémunération de la banque

- **La rémunération de la banque par l'intérêt,**
par Patrice BOUTEILLER, docteur en droit, senior of counsel, Cabinet Ravet et associés..... **dossier 16 (mars)**
- **La rémunération de la banque par les frais et commissions,**
par Nicolas ERESEO, maître de conférence HDR à l'université de Strasbourg..... **dossier 17 (mars)**
- **La rémunération de la banque par les frais et commissions,**
par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR à l'université de Strasbourg..... **dossier 17 (mars)**

Rémunération du banquier

- **La rémunération du dirigeant de banque,**
par Nicolas MATHEY, professeur à l'université Paris Descartes, Sorbonne Paris Cité, membre du CEDAG, directeur du M2 Droit et gestion bancaire du patrimoine..... **dossier 18 (mars)**
- **La rémunération du trader,**
par Stéphane PIEDELIEVRE, professeur à l'université de Paris 12..... **dossier 19 (mars)**

Responsabilité du banquier

- **Les arrêts Jauleski, Seydoux et Guigan : l'avènement du devoir de mise en garde,**
par Jérôme LASSERRE CAPDEVILLE, maître de conférences HDR à l'université de Strasbourg..... **dossier 47 (sept.)**
- **L'arrêt Grimaldi : la naissance du devoir d'éclairer,**
par Dominique LEGEAS, professeur à l'université René-Descartes, Sorbonne Paris Cité, directeur du CEDAG..... **dossier 48 (sept.)**

Secret bancaire

- **Blanchiment, procédure fiscale et secret bancaire,**
par Philippe NEAU-LEDUC, professeur à l'université Panthéon-Sorbonne Paris 1, directeur du Master 2 Droit bancaire et financier de l'université Paris 1..... **dossier 38 (juill.)**

Sûretés

- **Sûretés consenties en garantie d'un crédit et proportionnalité,**
par Solène GOBIN, doctorante CIFRE, IRDA, université Panthéon-Assas Paris 2..... **étude 15 (sept.)**
- **Sûretés consenties en garantie d'un crédit et proportionnalité,**
par Jacinthe ETTER, avocat à la cour, Allen & Overy LLP..... **étude 15 (sept.)**

Système monétaire

- **Le système monétaire : analyse et nouvelle approche de la régulation,**
par Jean-Pascal TRANIÉ, partner, Aloe group..... **étude 13 (juill.)**

- **Le système monétaire : analyse et nouvelle approche de la régulation,**
par Jean-François SERVAL, expert comptable,
commissaire aux comptes..... **étude 13 (juill.)**

Union européenne

- **La validation juridique de la coopération renforcée en matière de taxe sur les transactions financières,**
par Miguel NICOLAS, docteur en droit..... **étude 4 (mars)**

- **Les covenants des contrats de dettes font-ils naître un risque de gestion de fait pour les créanciers financiers ?,**
par Arnaud TERREN, juriste, chargé de cours ESCP Europe..... **étude 11 (juill.)**

- **Les covenants des contrats de dettes font-ils naître un risque de gestion de fait pour les créanciers financiers ?,**
par Philippe THOMAS, professeur de Finance, ESCP Europe..... **étude 11 (juill.)**

Contrôle			
<i>Caisse de crédit municipal</i>	étude 10	(juill.)	
Sûretés réelles			
Droits réels.....	étude 3	(mars)	
Rapport annuel	alerte 23	(mai)	
Pôle commun.....	alerte 34	(juill.)	
Recours de plein contentieux			
Réglementation relative au contrôle interne			
<i>Manquements</i>	comm. 68	(mai)	
AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS			
Pouvoirs			
Charte de l'enquête			
<i>Charte du contrôle</i>	alerte 3	(janv.)	
Décision de sanction			
Manipulation de cours			
<i>Dirigeant</i>	comm. 216	(nov.)	
Rapport annuel	alerte 22	(mai)	
Pôle commun.....	alerte 34	(juill.)	
Rapport 2014			
Gouvernement d'entreprise			
<i>Rémunération des dirigeants</i>	comm. 60	(mars)	
Sanction			
CIF			
<i>Conseil en gestion de patrimoine</i>	comm. 174	(sept.)	
<i>Dirigeant</i>	comm. 174	(sept.)	
<i>Obligations professionnelles</i>	comm. 174	(sept.)	
information financière			
<i>analystes financiers</i>	comm. 26	(janv.)	
<i>Faurecia</i>	comm. 26	(janv.)	
Sociétés cotées			
États financiers.....	alerte 38	(juill.)	
AUTORITÉ EUROPÉENNE DES MARCHÉS FINANCIERS			
Conseil des autorités de surveillance			
Procédure de sanction.....	comm. 175	(sept.)	
Ouverture d'une enquête			
Réglementation prospectus.....	comm. 66	(mars)	
Pouvoirs			
Compétence.....	étude 39	(juill.)	
Rapport annuel	alerte 36	(juill.)	
Recours contre une décision			
Intérêt à agir			
<i>Société assistant des investisseurs dans leur action collective</i>	comm. 66	(mars)	
AUTORITÉS ADMINISTRATIVES INDÉPENDANTES			
Parité	alerte 45	(sept.)	
AUTORITÉS DE SURVEILLANCE			
Secret professionnel			
Fondements			
<i>Dérogations</i>	comm. 67	(mars)	
AUTORITÉS INDÉPENDANTES			
Pouvoirs			
Contrôle démocratique.....	étude 30	(mai)	
AVAL			
Billet à ordre irrégulier			
Porte-fort			
<i>Cautionnement</i>	comm. 187	(nov.)	
Cautionnement			
Billet à ordre régulier			
<i>Proportionnalité</i>	comm. 5	(janv.)	
AVIS À TIERS DÉTENTEUR			
Contestation			
Moyens nouveaux.....	comm. 129	(juill.)	
B			
BANQUE			
Tarifs	alerte 43	(sept.)	
BANQUIER DISPENSATEUR DE CRÉDIT			
Obligation de mise en garde			
Montage financier			
<i>Prêt associé</i>	étude 24	(nov.)	
BIBLIOGRAPHIE			
.....	alerte 5	(janv.)	
.....	alerte 11	(mars)	
.....	alerte 12	(mars)	
.....	alerte 27	(mai)	
.....	alerte 28	(mai)	
.....	alerte 29	(mai)	
.....	alerte 48	(sept.)	
.....	alerte 49	(sept.)	
.....	alerte 50	(sept.)	
.....	alerte 62	(nov.)	
.....	alerte 63	(nov.)	
.....	alerte 64	(nov.)	
.....	alerte 65	(nov.)	
BLANCHIMENT			
Quatrième directive			
Jeux-pays tiers			
<i>Bénéficiaire effectif</i>	comm. 177	(sept.)	
BSPCE			
Bénéficiaires			
Élargissement.....	étude 20	(nov.)	
C			
CAUTION			
Caution solidaire			
Procédures collectives			
<i>Plan de redressement</i>	comm. 38	(mars)	
Mention manuscrite			
Défaut de conformité			
<i>Sanction</i>	comm. 6	(janv.)	
.....	comm. 39	(mars)	
.....	comm. 192	(nov.)	
CAUTIONNEMENT			
Bénéfice de subrogation			
Défaut de déclaration du créancier.....	comm. 74	(mai)	
Fait fautif			
<i>Préjudice</i>	comm. 120	(juill.)	
Preuve.....	comm. 120	(juill.)	
Recours entre cofidésusseurs.....	étude 7	(mai)	
.....	comm. 76	(mai)	
Caractère commercial			
Critère.....	comm. 8	(janv.)	
Cautionnement de société			
Objet social			
<i>Intérêt social</i>	comm. 189	(nov.)	
Cofidésusseurs			
Exception opposable.....	comm. 7	(janv.)	
Créancier			
Fraude paulienne			
<i>Conditions</i>	comm. 41	(mars)	
Crédit excessif			
Devoir de mise en garde			
<i>Caution non avertie</i>	comm. 40	(mars)	
Déchéance du terme			
Portée.....	comm. 9	(janv.)	
Décision arbitrale			
Opposabilité			
<i>Tierce opposition</i>	comm. 122	(juill.)	
Disproportion			
Sanction.....	étude 7	(mai)	
Dol			
Situation irrémédiablement compromise			
<i>Dissimulation</i>	comm. 152	(sept.)	
Exécution			
Notion			
<i>Exécution de l'obligation d'information par le créancier</i>	comm. 75	(mai)	
Information annuelle des cautions			
Exception de nullité.....	comm. 121	(juill.)	
Intérêt social			
SARL.....	comm. 124	(juill.)	
Loi applicable			
Éléments de rattachement			
<i>Loi de police</i>	comm. 191	(nov.)	
Mandat du créancier			
Nullité du cautionnement			
<i>Responsabilité du mandataire</i>	comm. 78	(mai)	
Préjudice			
<i>Perte d'une chance</i>	comm. 78	(mai)	
Mention manuscrite			
Application dans le temps.....	comm. 150	(sept.)	

Cautions illettrées Cautonnement par acte authentique.....	comm. 151 (sept.)
Indication de la durée.....	comm. 153 (sept.)
Oseo	
BPI France	
Vice du consentement.....	comm. 193 (nov.)
Bpifrance	
Intérêt pour agir.....	comm. 77 (mai)
Preuve	
Droit commun.....	comm. 79 (mai)
Procédures collectives	
Hypothèque judiciaire conservatoire	
Plan de sauvegarde.....	comm. 123 (juill.)
Proportionnalité	
Critères d'appréciation.....	comm. 42 (mars)
.....	comm. 154 (sept.)
.....	comm. 190 (nov.)
Disproportion	
Sanction.....	comm. 76 (mai)
Pluralité de cautionnements.....	comm. 188 (nov.)
Responsabilité du banquier	
Garanties disproportionnées.....	comm. 80 (mai)
Gérant	
Associé principal.....	comm. 71 (mai)
Rupture fautive de la banque	
Dommages et intérêts dus à la caution	
Compensation.....	comm. 81 (mai)

CESSION D'ACTIFS SIGNIFICATIFS

Société cotée	
Consultation préalable des actionnaires.....	alerte 25 (mai)

CESSION DE CRÉANCES PROFESSIONNELLES

Cession à titre de garantie	
Effet	
Procédure collective du cédant.....	comm. 184 (nov.)
Recouvrement de la créance cédée dans sa totalité auprès du débitéur cédé.....	comm. 33 (mars)
Étendue des droits cédés	
Cession des actions en justice.....	comm. 10 (janv.)
Procédure collective du cédant	
Cédant garant solidaire	
Déclaration de créance par la banque.....	comm. 155 (sept.)

CHÈQUE

Opposition	
Motifs	
Absence d'une signature conforme.....	comm. 178 (nov.)

CHÈQUE PRÉ-BARRÉ ET NON ENDOSSABLE

Convention de Genève du 19 mars 1931	
Conflits de lois en matière de chèques	
Endossement du chèque par le bénéficiaire au profit d'un établis- sement étranger.....	comm. 142 (sept.)

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Conclusion d'un swap	
Absence de mise en garde	
Produit complexe jamais souscrit auparavant.....	comm. 186 (nov.)
Conclusion d'une vente de produit structuré	
Obligation de mise en garde	
Emprunteur non-averti.....	comm. 185 (nov.)
Exécution d'un prêt	
Fonds de soutien au remboursement anticipé	
Modalités de calcul et procédure de délivrance.....	comm. 37 (mars)
.....	comm. 149 (sept.)

COMMUNICATION PUBLICITAIRE

Harmonisation des attentes de l'AMF et de l'ACPR.....	alerte 16 (mai)
--	-----------------

COMPTE SUR LIVRET

Livret d'épargne populaire.....	alerte 33 (juill.)
---------------------------------	--------------------

COMPTE-COURANT

Déclaration de créance	
Compensation	
Clause d'unité de comptes.....	comm. 28 (mars)

COMPTES EN BANQUE

Comptes bancaires inactifs.....	alerte 46 (sept.)
Compte de dépôt	
Fonctionnement	
Principe de non-ingérence de la banque.....	comm. 113 (juill.)
Droit au compte	
Exercice.....	alerte 47 (sept.)
Mobilité bancaire	
Avis du CCSF.....	étude 9 (mai)
Procurations	
Mandat	
Preuve.....	comm. 180 (nov.)

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Principe de nécessité des peines.....	comm. 63 (mars)
---------------------------------------	-----------------

CONSEILLER EN INVESTISSEMENT PARTICIPATIF

Offre de titres au public	
SAS	
PME/TPE.....	étude 44 (juill.)

CONTRAT DE COFFRE-FORT

Résiliation	
Contenu du coffre	
Preuve.....	comm. 114 (juill.)

CONTRAT DE COUVERTURE

Indivisibilité avec le contrat principal	
Caducité.....	étude 8 (mai)

CONTRAT DE CRÉDIT

Covenant	
Gestion de fait	
Immixtion.....	étude 11 (juill.)

CONTRAT DE PRÊT

Clauses résolutoires	
Régularité.....	comm. 143 (sept.)

CONTRAT FINANCIER

Contrat de couverture	
Caducité du contrat principal	
Indivisibilité.....	étude 8 (mai)

CONTRATS DÉRIVÉS DE GRÉ-À-GRÉ

Netting	
Collateral	
Avis juridiques.....	étude 1 (janv.)

CONTRATS FINANCIERS

Domaine	
Contrats financiers sur marchandises.....	alerte 6 (mars)

CONTRATS FINANCIERS SUR MARCHANDISES

Contrats commerciaux sur marchandises	
Critère.....	alerte 6 (mars)

CONTREPARTIES CENTRALES

Banque centrale européenne	
Zone Euro.....	comm. 109 (mai)
Pays tiers	
Reconnaissance	
Convention de coopération entre les autorités compétentes.....	comm. 110 (mai)

CONVERSION EN SAISIE-ATTRIBUTION

Signification de l'acte de conversion	
Signification de l'acte	
Incompétence du clerc asser- menté.....	comm. 49 (mars)

CRÉDIT À LA CONSOMMATION

Caractères	
------------	--

Corps huit		
<i>Définition</i>	comm. 73	<i>(mai)</i>
Clauses résolutoires		
Mise en oeuvre.....	comm. 143	<i>(sept.)</i>
Découvert en compte		
Absence de proposition de contrat de crédit		
<i>Sanction</i>	comm. 34	<i>(mars)</i>
Défaut de consultation du FICP		
Sanction		
<i>Déchéance du droit aux intérêts</i>	comm. 119	<i>(juill.)</i>
Offre préalable		
Présentation		
<i>Texte lisible</i>	comm. 73	<i>(mai)</i>
Vérification de la solvabilité		
Consultation du FICP		
<i>Preuve (non)</i>	comm. 119	<i>(juill.)</i>
CRÉDIT À LA CONSOMMATION (NON)		
Prêt à finalité professionnelle (oui)		
Forclusion (non).....	comm. 116	<i>(juill.)</i>
CRÉDIT AUX ENTREPRISES		
Cession de créances professionnelles	comm. 184	<i>(nov.)</i>
Qualité pour agir en justice.....	comm. 33	<i>(mars)</i>
Concours occasionnels		
Absence de découvert autorisé		
<i>Simple tolérances</i>	comm. 70	<i>(mai)</i>
Rupture abusive (non)		
Inapplicabilité des dispositions de l'article L. 313-12.....	comm. 70	<i>(mai)</i>
CRÉDIT AUX PARTICULIERS		
Modification du montant de l'échéance		
Novation (non).....	comm. 145	<i>(sept.)</i>
Renégociation		
Report d'échéance (non)		
<i>Modification de la durée</i>	comm. 145	<i>(sept.)</i>
CRÉDIT BANCAIRE		
Assurance emprunteurs		
Couple.....	étude 5	<i>(janv.)</i>
CRÉDIT DOCUMENTAIRE		
Changement d'affectation		
Conditions.....	comm. 170	<i>(sept.)</i>
CRÉDIT IMMOBILIER		
Délai de prescription biennal (oui)		
Point de départ		
<i>Interruption</i>	comm. 117	<i>(juill.)</i>
Directive crédit hypothécaire	dossier 20	<i>(mars)</i>
Consommateur		
<i>Protection précontractuelle</i>	dossier 23	<i>(mars)</i>
Espagne.....	dossier 24	<i>(mars)</i>
Financiarisation.....	dossier 25	<i>(mars)</i>
Objectifs		
<i>Périmètre</i>	dossier 21	<i>(mars)</i>
Espagne		
Shared ownership (propietat compartida)		
<i>Temporary ownership (propietat temporal)</i>	dossier 27	<i>(mars)</i>
SOCIMI.....	dossier 26	<i>(mars)</i>
CRÉDIT RENOUVELABLE		
Reconduction		
TEG erroné		
<i>Déchéance du droit aux intérêts (oui)</i>	comm. 72	<i>(mai)</i>
CROWDFUNDING		
Réglementation		
Développement.....	repère 4	<i>(juill.)</i>
D		
DÉCISION DE REJET DE LA CRÉANCE		
Exception opposable	comm. 7	<i>(janv.)</i>
DÉCISION DE SANCTION		
Sursis à exécution		
Conséquences manifestement excessives		
<i>Condition exclusive</i>	comm. 108	<i>(mai)</i>
<i>Mesure de publication</i>	comm. 108	<i>(mai)</i>
DÉCLARATION		
Contenu		
Modalités de calcul des intérêts		
<i>Jurisdiction saisie</i>	comm. 164	<i>(sept.)</i>
Créances antérieures		
Créances de l'indivision.....	comm. 163	<i>(sept.)</i>
Sanction		
Inopposabilité.....	comm. 199	<i>(nov.)</i>
DÉCLARATION DE CRÉANCES		
Admission		
Cession de créances à titre de garantie.....	comm. 197	<i>(nov.)</i>
Indemnité pour production à une procédure d'ordre.....	comm. 198	<i>(nov.)</i>
Avertissement d'avoir à déclarer		
Contenu.....	comm. 101	<i>(mai)</i>
Effets		
Prescription.....	comm. 102	<i>(mai)</i>
Intérêts		
Caution		
<i>Arrêt du cours des intérêts</i>	comm. 198	<i>(nov.)</i>
Juge-commissaire		
Recours.....	comm. 166	<i>(sept.)</i>
Rejet		
<i>Pièces complémentaires</i>	comm. 165	<i>(sept.)</i>
Vérification		
Contestation.....	comm. 165	<i>(sept.)</i>
.....	comm. 166	<i>(sept.)</i>
DÉCLARATION DE FRANCHISSEMENTS DE SEUILS		
Contournement		
Manquement à l'obligation générale d'information.....	comm. 138	<i>(juill.)</i>
Opération d'initiés.....	comm. 138	<i>(juill.)</i>
DÉCLARATION D'INSAISSISSABILITÉ		
Insaississabilité de droit		
Renonciation		
<i>Rétractation</i>	comm. 161	<i>(sept.)</i>
Liquidation judiciaire		
Pouvoirs du liquidateur		
<i>Intérêt à agir</i>	comm. 162	<i>(sept.)</i>
Vente		
<i>Excès de pouvoir</i>	comm. 130	<i>(juill.)</i>
DÉCOUVERT EN COMPTE		
Absence de proposition de contrat de crédit		
Déchéance du droit aux intérêts et aux frais et commissions.....	comm. 34	<i>(mars)</i>
DÉLAI DE GRÂCE		
Suspension		
Délai de forclusion		
<i>Point de départ</i>	comm. 146	<i>(sept.)</i>
DÉPOSITAIRE CENTRAL		
Système de règlement de titres		
Activités.....	comm. 64	<i>(mars)</i>
DÉRIVÉS OTC		
EMIR		
Contreparties centrales		
<i>Contrôle</i>	dossier 39	<i>(juill.)</i>
DFA		
<i>Domaine d'application</i>	comm. 21	<i>(janv.)</i>
DÉRIVÉS OTC NON COMPENSÉS		
EMIR		
DFA		
<i>Confirmation rapide</i>	comm. 22	<i>(janv.)</i>
Règlement des différends		
Appel de marges.....	comm. 22	<i>(janv.)</i>
Valorisation quotidienne		
Rapprochement de portefeuille		
<i>Compression de portefeuille</i>	comm. 22	<i>(janv.)</i>
DIRECTIVE CRÉDIT HYPOTHÉCAIRE		
Crédit immobilier	dossier 20	<i>(mars)</i>

DIRECTIVE TRANSPARENCE

Sociétés cotées
Obligations d'information..... **alerte 8 (mars)**

DIRECTIVE TRANSPARENCE RÉVISÉE

Transposition
Recommandation de l'AMF..... **alerte 17 (mai)**

DISPOSITIFS D'ALERTE (WHISTLEBLOWING)

Réglementation
MIF II..... **étude 21 (nov.)**

DISTRIBUTION D'ASSURANCE

Encadrement..... **alerte 39 (sept.)**

DROIT AU COMPTE

QPC
Non-lieu à renvoi
Atteinte disproportionnée à la liberté contractuelle (non)
Violation du droit de propriété (non)..... **comm. 3 (janv.)**

DROIT BANCAIRE

Droit financier
Extraterritorialité
Supranationalité..... **dossier 41 (juill.)**
Extraterritorialité
Supranationalité
Lex Mercatoria..... **dossier 32 (mai)**
Financement des entreprises..... **alerte 61 (nov.)**
Mobilité..... **alerte 42 (sept.)**
Norme RSE..... **dossier 35 (mai)**
Réforme du droit des obligations
Consultation sur le projet d'ordonnance..... **alerte 13 (mai)**
Responsabilité civile du banquier
Devoir d'information, de conseil et de mise en garde
Contrat financier..... **comm. 104 (mai)**

DROIT BANCAIRE ET FINANCIER

Contentieux
Internationalisation..... **dossier 40 (juill.)**
Dispositifs d'alerte
Obligations..... **étude 21 (nov.)**
Internationalisation des institutions financières
Nouveaux Régulateurs
Transposition des normes..... **dossier 31 (mai)**
Régulation comptable
Internationalisation..... **dossier 33 (mai)**
Supranationalité
Extraterritorialité..... **dossier 29 (mai)**
dossier 37 (juill.)

DROIT COMPTABLE

Norme
Globalisation
IASB..... **dossier 33 (mai)**

DROIT DE RÉTENTION

Abus
Proportionnalité
Indivisibilité..... **comm. 157 (sept.)**

DROIT FINANCIER

Autorités de contrôle
Extraterritorialité
Supranationalité..... **dossier 39 (juill.)**
Extraterritorialité
..... **dossier 49 (nov.)**
..... **dossier 51 (nov.)**
..... **dossier 53 (nov.)**
..... **dossier 52 (nov.)**
Marchés financiers..... **dossier 52 (nov.)**
Gestion collective
Investissement socialement responsable
Rapport..... **alerte 60 (nov.)**
..... **alerte 44 (sept.)**
HCST..... **alerte 44 (sept.)**
Norme déontologique
Contenu
Valeur juridique..... **dossier 34 (mai)**
Résolution..... **alerte 41 (sept.)**

E

EMIR

Compensation centrale
ISDA..... **étude 1 (janv.)**

EMPRUNTS STRUCTURÉS

Clause de remboursement anticipé
Validité (oui)..... **comm. 135 (juill.)**
Commune
Obligation d'information et de mise en garde (oui)..... **comm. 135 (juill.)**

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Acte à titre gratuit
Partage..... **comm. 57 (mars)**
Compensation
Connexité
Exigibilité..... **comm. 56 (mars)**
Déclaration de créance
Créances connexes
Effets..... **comm. 56 (mars)**
Nullités de la période suspecte
Nullité facultative..... **comm. 57 (mars)**

ÉTABLISSEMENT DE CRÉDIT

Médiateur..... **alerte 30 (juill.)**
Succursale
État tiers
Principe d'assimilation..... **comm. 169 (sept.)**

EXERCICE ILLÉGAL DE LA PROFESSION DE BANQUIER (OUI)

Fonds collectés auprès de particuliers installés en France
Transfert non déclaré de fonds en Algérie
Collecte de fonds destinée à l'achat en Italie de machines-outils..... **comm. 141 (sept.)**

EXTRATERRITORIALITÉ

Contentieux..... **dossier 54 (nov.)**
Contrats financiers
Produits dérivés OTC..... **dossier 51 (nov.)**
Droit américain
Arrêt Morrison
Critère transactionnel..... **dossier 53 (nov.)**
Protection des investisseurs..... **dossier 52 (nov.)**
Droit européen
Protection des émetteurs..... **dossier 52 (nov.)**
ISDA
Resolution Stay Protocol..... **étude 5 (mai)**
Loi d'embargo..... **dossier 50 (nov.)**
Saisie des avoirs bancaires..... **dossier 50 (nov.)**
Supranationalité..... **dossier 55 (nov.)**

F

FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE

Rapport 2014 du médiateur..... **alerte 21 (mai)**

FÉDÉRATION DE RUSSIE

Sanctions européennes
Marché de capitaux
Valeurs mobilières..... **étude 2 (janv.)**

FIA

Commercialisation
Régime
Passeport..... **comm. 137 (juill.)**

FINANCE ALTERNATIVE

Droit anglais..... **dossier 14 (janv.)**
Financement participatif..... **dossier 13 (janv.)**
Loi relative à l'économie sociale et solidaire..... **dossier 13 (janv.)**
Opérateurs..... **dossier 10 (janv.)**

FINANCE CONFESIONNELLE

Finance islamique
Financement participatif
Crowdfunding..... **dossier 11 (janv.)**

INTERMÉDIATION EN ASSURANCE

Directive
Réforme..... **alerte 39 (sept.)**

INVESTISSEMENT IMMOBILIER

Sociétés d'assurance
Réglementation des engagements réglementés..... **étude 3 (mars)**

INVESTISSEMENT SOCIAL ET RESPONSABLE

Investissement à visée sociale
Fonds d'entrepreneuriat social européens... **dossier 11 (janv.)**

ISDA

Close-out netting
Stay Protocol
Résiliation-compensation..... **étude 5 (mai)**

J

JUGE DE L'EXÉCUTION

Titre exécutoire
Décision de justice
Modification..... **comm. 196 (nov.)**

L

LBO TRANSFRONTALIER

Montage
Double Lux Co..... **étude 12 (juill.)**

LETTRE DE CHANGE-RELEVÉ MAGNÉTIQUE

Instrument
Preuve du non-paiement..... **comm. 179 (nov.)**

LEX MERCATORIA

Règles de la CCI
Processus d'élaboration..... **dossier 32 (mai)**

LIEUX D'EXÉCUTION

Concurrence..... **comm. 171 (sept.)**

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Contrats en cours
Clauses résolutoires
Résiliation de plein droit..... **comm. 103 (mai)**

M

MANDAT DE GESTION DE PORTEFEUILLE

Existence d'orientations de gestion particulières
Contestations
Preuve..... **comm. 213 (nov.)**
Gestion discrétionnaire
Politique d'investissement..... **comm. 213 (nov.)**

MANIPULATION DE COURS

Layering
Empilage d'ordres
Condamnation..... **comm. 216 (nov.)**

MARCHÉ RÉGLEMENTÉ

Radiation
Liquidité
Vélocité..... **comm. 207 (nov.)**

MARCHÉS FINANCIERS

Instrument financier
Contrat financier
Contrat de couverture..... **comm. 104 (mai)**
Législation
Extraterritorialité..... **repère 1 (janv.)**

MÉCANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE

BCE
Fonctions..... **alerte 7 (mars)**
Code monétaire et financier
Adaptation..... **alerte 1 (janv.)**

MEDIA FOR EQUITY

Prise de contrôle
Montage..... **étude 23 (nov.)**

MÉDIATEUR DE L'AMF

Rapport annuel..... **alerte 19 (mai)**

MÉDIATION

Confidentialité
Régime
Droit comparé..... **étude 18 (sept.)**

MÉDIATION DU CRÉDIT

Rapport d'activité..... **alerte 20 (mai)**

MESURES CONSERVATOIRES

Dispense d'autorisation judiciaire
Billet à ordre
Aval..... **comm. 131 (juill.)**

MIF II

Rétrocessions de commissions
Régime
Exceptions..... **repère 2 (mars)**

MOBILITÉ BANCAIRE

Établissements de départ
Établissements d'arrivée
Obligations..... **étude 9 (mai)**
Service d'aide à la mobilité bancaire
Mandat de mobilité..... **étude 9 (mai)**

MONNAIES

Monnaies virtuelles
SEL..... **alerte 14 (mai)**

MONNAIES LOCALES COMPLÉMENTAIRES

Agrément bancaire
Exemption
Conditions..... **étude 6 (mai)**
Support Papier
Émetteurs..... **étude 6 (mai)**

MONOPOLE BANCAIRE

Loi Macron
Crédit interentreprises..... **repère 2 (mars)**
repère 5 (sept.)

MOYEN DE PAIEMENT

Migration SEPA
TIPSEPA
Prélèvement automatique..... **alerte 51 (nov.)**

N

NORME PRUDENTIELLE

Supranationalité
Régulation..... **dossier 36 (mai)**

NULLITÉS DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Nullité de plein droit
Paiement d'une dette échue
Mode anormal de paiement..... **comm. 167 (sept.)**
Nullité facultative
Mauvaise foi du créancier..... **comm. 167 (sept.)**

O

OBLIGATION DE MISE EN GARDE

Assurance-vie

Rachat
Absence de pertes..... **comm. 14 (janv.)**

OBLIGATIONS

Environnement
Obligations vertes..... **étude 22 (nov.)**
..... **comm. 111 (mai)**

OFFRE PUBLIQUE OBLIGATOIRE

Option en numéraire
Action de concert
Modalités de l'offre..... **comm. 23 (janv.)**

Prix
Évaluation
Méthode multicritères..... **comm. 23 (janv.)**

OFFRES PUBLIQUES

Décision de conformité
Recours
Délai pour statuer..... **repère 3 (mai)**

OHADA

Procédure collective
Sûretés
Déclaration de créances..... **étude 17 (sept.)**

OICV

Instruments dérivés
OTC
Techniques d'atténuation des
risques..... **comm. 140 (juill.)**

OPCVM

Commercialisation
Guide AMF- Régime..... **comm. 137 (juill.)**

FIA
Règlement PRIIPs..... **comm. 25 (janv.)**

OPÉRATION DE CRÉDIT

Qualification
Régime
Panneaux photovoltaïques..... **comm. 35 (mars)**

OPÉRATIONS DE CHANGE

Accomplissement d'opérations de banque à
titre habituel (oui)..... **comm. 141 (sept.)**

ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF IMMOBILIER (OPCI)

Loi Macron
Objet
Possibilité d'investissement des
FCPE..... **comm. 172 (sept.)**

ORGANISMES D'HABITATION À LOYER MODÉRÉ

Conclusion d'un prêt
Limitation des produits susceptibles
d'être souscrits..... **comm. 148 (sept.)**

ORIAS

Immatriculation
Modalités..... **alerte 9 (mars)**

P

PAYMENT ACCOUNT DIRECTIVE

Compte de paiement de base
Accès
Régime..... **comm. 58 (mars)**

Mobilité bancaire
Changements domestiques
Changements transfrontaliers..... **comm. 58 (mars)**

Transparence tarifaire
Mesures..... **comm. 58 (mars)**

PERSONNES PUBLIQUES

Conclusion d'un prêt
Limitation des produits susceptibles
d'être souscrits..... **comm. 148 (sept.)**

Conclusion d'un swap

Absence de mise en garde
Produit complexe jamais souscrit
auparavant..... **comm. 186 (nov.)**

Conclusion d'une vente de produit structuré

Obligation de mise en garde
Emprunteur non-averti..... **comm. 185 (nov.)**

Exécution d'un prêt

Fonds de soutien au remboursement
anticipé
Modalités de calcul et procédure
de délivrance..... **comm. 37 (mars)**
comm. 149 (sept.)

PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE

Droit commun
Régime spécial
Crédits à durée déterminée..... **comm. 2 (janv.)**

PRÉLÈVEMENTS SOCIAUX

Nature
Rattachement..... **alerte 40 (sept.)**

PRESTATAIRE DE SERVICES D'INVESTISSEMENT

Obligation de conseil
Contrat financier
Marge commerciale..... **comm. 104 (mai)**
Information précontractuelle..... **comm. 46 (mars)**
Produit non spéculatif
Investisseur profane ou averti..... **comm. 47 (mars)**

Rétrocessions de commissions
AEMF
Avis..... **repère 2 (mars)**

PRÊT

Déchéance du terme
Mise en demeure..... **comm. 183 (nov.)**

**Emprunteur consommateur ou non profes-
sionnel**
Calcul du taux d'intérêt
Année civile..... **comm. 182 (nov.)**

PRÊT IMMOBILIER

**Hypothèque judiciaire destinée à garantir ce
prêt**
Compte courant..... **comm. 29 (mars)**

PRÊT INDEXÉ

Obligations des intermédiaires
Sanction..... **étude 25 (nov.)**

PRÊTS SUR GAGES

Comportement prohibés
Sanctions..... **étude 10 (juill.)**

PROCÉDURE PÉNALE

Action civile
Banque
Recevabilité..... **comm. 69 (mai)**

Préjudice personnel et direct
Banque détentrice des deniers détournés
par son préposé..... **comm. 69 (mai)**

PRODUITS D'INVESTISSEMENT

Produits d'assurance
Information
Risques..... **comm. 65 (mars)**

PROMESSE DE PORTE-FORT

Caractère autonome..... **comm. 125 (juill.)**

Porte-fort ratification
Porte-fort exécution
Distinction..... **comm. 125 (juill.)**

PROSPECTUS

Information réglementée
Mesures alternatives de performance..... **comm. 217 (nov.)**

R

RÉFORME DU DROIT DES OBLIGATIONS

Consultation sur le projet d'ordonnance	
Subrogation	
Volonté du créancier.....	étude 26 (nov.)

RÈGLEMENT EMIR

Contrats sur marchandises	
Contrats financiers sur marchandises.....	alerte 6 (mars)

RÈGLEMENT PRIIPS

Information précontractuelle	
Document synthétique.....	comm. 65 (mars)
Produits d'investissement structurés et d'assurance	
Exposition à des actifs sous-jacents.....	comm. 25 (janv.)
Investisseurs de détail	
Document d'informations clés pour l'investisseur (DIC).....	comm. 25 (janv.)

REMISE DE PRIX	
.....	alerte 4 (janv.)
.....	alerte 54 (nov.)

RÉMUNÉRATION DE LA BANQUE

Encadrement	dossier 15 (mars)
Frais et commissions	
Encadrement.....	dossier 17 (mars)
Taux d'intérêt conventionnel	
TEG.....	dossier 16 (mars)

RÉMUNÉRATION DU BANQUIER

Encadrement	dossier 15 (mars)
Règles	
Efficacité.....	dossier 18 (mars)
Trader	
Réglementation.....	dossier 19 (mars)

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Banquier dispensateur de crédit	
Devoir de mise en garde.....	dossier 47 (sept.)
Devoir d'éclairer.....	dossier 48 (sept.)
Financement de l'outil de production d'une entreprise	
Opérations de crédit-bail.....	comm. 71 (mai)
Obligation de conseil (non).....	comm. 71 (mai)
Obligations.....	dossier 46 (sept.)
Protection de l'emprunteur.....	étude 24 (nov.)
Rupture de crédit	
Situation irrémédiablement compromise.....	comm. 115 (juill.)
Fonctionnement du compte de dépôt	
Principe de non-ingérence de la banque.....	comm. 113 (juill.)
Virement	
Vérification de l'identité de l'auteur de l'ordre.....	comm. 112 (juill.)

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER TIRÉ AYANT PAYÉ LE CHÈQUE

Application subsidiaire du droit commun.....	comm. 142 (sept.)
--	-------------------

RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

Clause de réserve de propriété	
Revendication	
Pouvoirs du juge.....	comm. 205 (nov.)

S

SAISIE CONSERVATOIRE

Obtention d'un titre exécutoire	
Délai d'un mois	
Procédure pénale.....	comm. 132 (juill.)

SAISIE DE COMPTES BANCAIRES

État étranger	
Immunité d'exécution	
Renonciation.....	comm. 133 (juill.)

SAISIE IMMOBILIÈRE

Adjudication	
--------------	--

Défaut d'enchères	
Mise à prix.....	comm. 93 (mai)
Audience d'orientation	
Appel	
Irrecevabilité.....	comm. 17 (janv.)
Contestation	
Tiers.....	comm. 51 (mars)
Cession de créances	
Retrait litigieux	
Audience d'orientation.....	comm. 50 (mars)
Commandement de payer	
Caducité	
Prescription.....	comm. 94 (mai)
Décompte	
Anatocisme.....	comm. 52 (mars)
Contestations et demandes incidentes	
Surendettement	
Appel.....	comm. 201 (nov.)
Juge de l'exécution	
Pouvoirs	
Responsabilité notariale.....	comm. 55 (mars)
Jugement d'orientation	
Date d'adjudication	
Poursuite en cassation.....	comm. 96 (mai)
Vente forcée	
Indisponibilité de l'immeuble.....	comm. 97 (mai)
Modification du montant de la créance	
Concentration des moyens	
Irrecevabilité.....	comm. 202 (nov.)
Notification du jugement d'orientation	
Appel	
Irrecevabilité.....	comm. 203 (nov.)
Péremption du commandement	
Partie intéressée	
Occupant de l'immeuble.....	comm. 200 (nov.)
Tiers détenteur	
Délivrance du commandement de payer	
Antériorité.....	comm. 95 (mai)

SAISIE MOBILIÈRE

Mesures conservatoires	
Hypothèque judiciaire provisoire	
Mainlevée.....	comm. 29 (mars)

SAISIE-ATTRIBUTION

Contestation	
Action en paiement	
Saisies successives.....	comm. 98 (mai)
Dénonciation	
Intérêt à agir	
Contestation.....	comm. 204 (nov.)
Tiers saisi	
Société de gestion	
Détenion des fonds.....	comm. 18 (janv.)

SAISIE-VENTE

Nature juridique	
Mesure d'exécution forcée	
Prescription.....	comm. 134 (juill.)

SARL

Garantie pour tous	
Validité	
Conditions.....	comm. 124 (juill.)

SECRET BANCAIRE

Infraction de blanchiment	
Déclaration de soupçon.....	dossier 38 (juill.)

SOCIÉTÉ DE GESTION

FCPI	
Information des porteurs de parts	
Performances passées.....	comm. 212 (nov.)
Intérêt exclusif des porteurs de parts	
Gestion des conflits d'intérêts.....	comm. 212 (nov.)
Obligations professionnelles.....	comm. 62 (mars)

SOCIÉTÉ DE GESTION DE PORTEFEUILLE

Agrément sous condition suspensive	
Non-respect des engagements souscrits	
Sanctions pécuniaires.....	comm. 105 (mai)
Commercialisation de parts d'OPC	
Notion	
Antériorité de l'agrément de	

OPCVM	<i>l'OPC</i>	comm. 24 (janv.)
	Gestion de la liquidité.....	comm. 211 (nov.)
	Intérêt des porteurs de parts.....	comm. 211 (nov.)
SOCIÉTÉ DE LIBRE PARTENARIAT		
	Décret d'application	
	Publication.....	alerte 52 (nov.)
SOCIÉTÉS COMMERCIALES		
	Assemblées générales	
	Liste des personnes habilitées	
	Date d'établissement.....	comm. 59 (mars)
SURENDETTEMENT		
	Dettes fiscales	
	Remise partielle ou totale	
	Compétence de la commission de surendettement.....	comm. 19 (janv.)
	Dettes professionnelles	
	Cessation d'activité.....	comm. 20 (janv.)
	Location-gérance	
	Ouverture de la procédure	
	Commerçant.....	comm. 99 (mai)
	Nouvelle demande	
	Bonne foi	
	Irrecevabilité.....	comm. 53 (mars)
	Résidence principale	
	Vente	
	Ouverture de la procédure.....	comm. 100 (mai)
SÛRETÉ RÉELLE		
	Sûreté réelle pour autrui	
	Devoir de mise en garde.....	comm. 43 (mars)
SÛRETÉS		
	Crédit garanti	
	Proportionnalité.....	étude 15 (sept.)
SYSTÈME MONÉTAIRE		
	Contrôle des risques.....	étude 13 (juill.)
SYSTÈMES D'INDEMNISATION		
	Garantie des dépôts	
	Garantie des investisseurs	
	Certificats de dépôt.....	comm. 218 (nov.)
T		
TAUX D'INTÉRÊT NÉGATIF		
	Annexe	
	Remises en garantie	
	Fonctionnement.....	étude 14 (sept.)
TAUX EFFECTIF GLOBAL		
	Assiette	
	Frais d'information annuelle des cautions	
	Non inclusion dans le TEG.....	comm. 4 (janv.)
	Calcul	
	Taux erroné	
	Exactitude d'au moins une décimale.....	comm. 32 (mars)
		comm. 36 (mars)
	Composition	
	Intérêts intercalaires (oui)	
	Détermination.....	comm. 147 (sept.)
	Déchéance du droit aux intérêts.....	repère 5 (sept.)
	Erreur	
	Sanction	
	Substitution du taux légal.....	comm. 31 (mars)
	Intérêts	
	Frais.....	comm. 118 (juill.)
		comm. 182 (nov.)
	Période de préfinancement	
	Montant déterminable (oui)	
	Intégration (oui).....	comm. 118 (juill.)
	Prêt immobilier	
	Calcul.....	repère 6 (nov.)
	Sanction.....	repère 6 (nov.)
	Taux de base bancaire	
	Taux objectif (non)	
	Information (oui).....	comm. 144 (sept.)
	Taux d'intérêt calculé sur la base de 360 jours	
	Emprunteur consommateur ou non professionnel.....	comm. 182 (nov.)
	Taux variable	
	Calcul.....	comm. 181 (nov.)
TITRE EXÉCUTOIRE		
	Copie exécutoire	
	Procuration	
	Annexion.....	comm. 206 (nov.)
	Obtention d'un titre exécutoire	
	Plainte avec constitution de partie civile	
	Non-lieu partiel.....	comm. 48 (mars)
	Recouvrement des créances	
	Huissier	
	Refus de paiement.....	comm. 168 (sept.)
	Transaction	
	Homologation	
	Parties au contrat.....	comm. 54 (mars)
TITRISATION		
	Régulation.....	repère 1 (janv.)
TRANSMISSION D'ENTREPRISES		
	Salariés	
	Information.....	repère 6 (nov.)
	Loi Macron.....	repère 6 (nov.)
TVA		
	Principe de neutralité	
	Droit à déduction	
	Succursale européenne.....	alerte 15 (mai)
U		
UNION DES MARCHÉS DE CAPITAUX		
	Autorités de supervision.....	repère 4 (juill.)
	Préparation du plan d'actions.....	alerte 31 (juill.)
		alerte 26 (mai)
UNION EUROPÉENNE		
	Coopération renforcée	
	Taxes sur les transactions financières.....	étude 4 (mars)
V		
VIREMENT		
	Responsabilité du banquier tiré	
	Vérification l'identité de l'auteur de l'ordre de virement.....	comm. 112 (juill.)

2014

Juillet

dir. n° 2014/92/UE, **23 juill. 2014**, sur la comparabilité des frais liés aux comptes de paiement, le changement de compte de paiement et l'accès à un compte de paiement assorti de prestations de base : JOUE n° L 257, 28 août 2014, p. 214 (*Payment Account Directive*) **comm. 58 (mars)**

règl. (UE) n° 909/2014, **23 juill. 2014**, concernant l'amélioration du règlement des titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres : JOUE n° L 257, 28 août 2014, p. 1 (*Dépositaires centraux*) **comm. 64 (mars)**

Novembre

A., **4 nov. 2014**, pris en application du décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 portant application de l'article 92 de la loi n° 2013-1278 du 29 décembre 2013 de finances pour 2014 : JO 9 nov. 2014, p. 18963 (*Personnes publiques*) **comm. 37 (mars)**

règl. (UE) n° 1286/2014, **26 nov. 2014**, sur les documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance : JOUE n° L 352, 9 déc. 2014 (*Produits d'investissement*) **comm. 65 (mars)**

Décembre

D. n° 2014-1466, **8 déc. 2014**, modifiant la date et les modalités d'établissement de la liste des personnes habilitées à participer aux assemblées d'actionnaires et d'obligataires des sociétés commerciales : JO 10 déc. 2014, p. 20627 (*Assemblées générales*) **comm. 59 (mars)**

L., **20 déc. 2014**, 2014-1545 : JO 21 déc. 2014, p. 21647 (*Hypothèque rechargeable*) **comm. 44 (mars)**

2015

Janvier

D. n° 2015-47, **22 janv. 2015**, relatif à la commission chargée des immatriculations au registre des intermédiaires en assurance, banque et finance (*ORIAS*) **alerte 9 (mars)**

Mai

D. n° 2015-538, **15 mai 2015** : JO 17 mai 2015 (*Compte sur livret*) **alerte 33 (juill.)**

dir. n° 2015/849/UE, **20 mai 2015** : OUE n° L 141, 5 juin 2015, p. 73 **alerte 32 (juill.)**

Ord. n° 2015-558, **21 mai 2015**, relative aux succursales établies sur le territoire français d'établissements de crédit ayant leur siège social dans un État qui n'est pas membre de l'Union européenne ni partie à l'accord sur l'Espace économique européen : JO 22 mai 2015, p. 8661 (*Établissements de crédit étrangers*) **comm. 169 (sept.)**

Juin

D. n° 2015-619, **4 juin 2015**, modifiant le décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque : JO 6 juin 2015, p. 9386 (*Personnes publiques*) **comm. 149 (sept.)**

D. n° 2015-699, **19 juin 2015**, relatif à l'encadrement des conditions d'emprunt des organismes d'habitations à loyer modéré et de leurs filiales : JO 21 juin 2015 (*Personnes publiques*) **comm. 148 (sept.)**

A., **29 juin 2015**, portant organisation du service à compétence nationale dénommé « Service de pilotage du dispositif de sortie des emprunts à risque » : JO 9 juill. 2015 (*Personnes publiques*) **comm. 149 (sept.)**

Juillet

D. n° 2015-838, **8 juill. 2015** (*Droit bancaire*) **alerte 42 (sept.)**

A., **22 juill. 2015**, pris en application du décret n° 2014-444 du 29 avril 2014 relatif au fonds de soutien aux collectivités territoriales et à certains établissements publics ayant souscrit des contrats de prêt ou des contrats financiers structurés à risque : JO 31 juill. 2015, p. 13087 (*Personnes publiques*) **comm. 149 (sept.)**

Ord. n° 2015-948, **31 juill. 2015** : JO 2 août 2015, p. 13236 (*Autorités administratives indépendantes*) **alerte 45 (sept.)**

Ord. n° 2015-949, **31 juill. 2015** : O 2 août 2015, p. 13241 (*Autorités administratives indépendantes*) **alerte 45 (sept.)**

A., **31 juill. 2015** : JO 7 août 2015, p. 13660 (*Comptes en banque*) **alerte 47 (sept.)**

Août

L. n° 2015-990, **6 août 2015** : JO 7 août 2015, p. 13537 (*Gage sur stocks*) **comm. 156 (sept.)**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : JO 7 août 2015, p. 13537 (*Déclaration d'insaisissabilité*) **comm. 161 (sept.)**

L. n° 2015-990, **6 août 2015**, pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques : JO 7 août 2015, p. 13537 (*Titre exécutoire*) **comm. 168 (sept.)**

L. n° 2015-990, **6 août 2015** : JO 7 août 2015, p. 13537 (*Gestion collective*) **comm. 172 (sept.)**
comm. 173 (sept.)

Ord. n° 2015-1024, **20 août 2015** (*Droit financier*) **alerte 41 (sept.)**

D. n° 2015-1092, **28 août 2015** : JO 30 août 2015, p. 15380 (*Comptes en banque*) **alerte 46 (sept.)**

2013

Octobre

CE, 9^e et 10^e ss-sect. réunies, **9 oct. 2013**, n° 359161, Selafa MJA : JurisData n° 2013-022042 (*Autorité de contrôle prudentiel et de résolution*) **comm. 1 (janv.)**

2014

Avril

Cass. com., **29 avr. 2014**, n° 13-13.630 (*Compte courant*) **comm. 30 (mars)**

Juin

CA Rouen, ch. proximité, **19 juin 2014**, n° 13/01340 : JurisData n° 2014-026307 (*Aval*) **comm. 5 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **26 juin 2014**, n° 13-15.974, Directeur des Finances publiques c/ M^{me} C. et a. : JurisData n° 2014-014507 (*Surendettement*) **comm. 19 (janv.)**

Septembre

CE, 6^e et 1^{re} ss-sect. réunies, **10 sept. 2014**, n° 381183 : JurisData n° 2014-020319 (*Droit au compte*) **comm. 3 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **11 sept. 2014**, n° 13-19.439 : JurisData n° 2014-020210 (*Assurance de groupe*) **comm. 12 (janv.)**
 Cass. com., **16 sept. 2014**, n° 13-18.940 (*Cautionnement*) **comm. 8 (janv.)**
 Cass. com., **23 sept. 2014**, n° 12-26.203 (*Gage*) **comm. 11 (janv.)**
 Cass. com., **23 sept. 2014**, n° 13-20.399 (*Entreprises en difficulté*) **comm. 56 (mars)**
 Cass. 3^e civ., **24 sept. 2014**, n° 13-14.404 : JurisData n° 2014-021859 (*Entreprises en difficulté*) **comm. 56 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **25 sept. 2014**, n° 13-21.462 : JurisData n° 2014-022284 (*Mesures conservatoires*) **comm. 48 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **25 sept. 2014**, n° 13-25.552 : JurisData n° 2014-021843 (*Mesures conservatoires*) **comm. 49 (mars)**

Octobre

Cass. 1^{re} civ., **1^{er} oct. 2014**, n° 13-22.778, SCI M. c/ Crédit mutuel de la Défense (*Taux effectif global*) **comm. 32 (mars)**
 Cass. com., **14 oct. 2014**, n° 13-24.482 : JurisData n° 2014-024251 (*Entreprises en difficulté*) **comm. 56 (mars)**
 Cass. 1^{re} civ., **15 oct. 2014**, n° 13-19.241, société Crédit mutuel de Montbrisson c/ SCI Batflo : JurisData n° 2014-024337 (*Calcul du TEG*) **comm. 4 (janv.)**
 Cass. 1^{re} civ., **15 oct. 2014**, n° 13-16.555, époux X c/ société Crédit industriel et commercial : JurisData n° 2014-024007 (*Taux effectif global*) **comm. 31 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **16 oct. 2014**, n° 13-24.634 (*Saisie immobilière*) **comm. 17 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **16 oct. 2014**, n° 13-24.553 (*Surendettement*) **comm. 20 (janv.)**
 Cass. soc., **22 oct. 2014**, n° 12-19.587 : JurisData n° 2014-025004 (*Astreinte*) **comm. 15 (janv.)**
 Cass. 1^{re} civ., **29 oct. 2014**, n° 13-19.729 : JurisData n° 2014-025655 (*Assurance professionnelle*) **comm. 13 (janv.)**
 T. com. Paris, 6^e ch., **30 oct. 2014**, n° J2014000072, SAS AMG Compagnie et a. c/ SA Crédit Industriel et Commercial (*Droit commun des pratiques restrictives de concurrence*) **comm. 2 (janv.)**
 T. com. Paris, 6^e ch., **30 oct. 2014**, n° 2013075398, SAS Etna Industrie c/ CIC (*Virement*) **comm. 112 (juill.)**

Novembre

Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 13-23.130 : JurisData n° 2014-026805 (*Cautionnement*) **comm. 6 (janv.)**

Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 13-24.706 : JurisData n° 2014-026459 (*Cautionnement*) **comm. 6 (janv.)**
 Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 12-35.357 : JurisData n° 2014-026542 (*Cautionnement*) **comm. 9 (janv.)**
 Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 13-21.993 (*Assurance-vie*) **comm. 14 (janv.)**
 Cass. com., **4 nov. 2014**, n° 12-27.072, M^{me} X c/ Banque Palatine : JurisData n° 2014-026468 (*Chèque pré-barré et non endossable*) **comm. 142 (sept.)**
 CE, 9^e et 10^e ss-sect. réunies, **5 nov. 2014**, n° 371585 : JurisData n° 2014-027355 (*Pouvoir de sanction de l'ACPR*) **comm. 68 (mai)**
 CJUE, **12 nov. 2014**, n° aff. C-140/13, Altamann et a. c/ Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht (BaFin) (*Autorités compétentes*) **comm. 67 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-25.193 : JurisData n° 2014-027240 (*Mesures conservatoires*) **comm. 16 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-25.167 : JurisData n° 2014-027235 (*Saisie-attribution*) **comm. 18 (janv.)**
 Cass. 2^e civ., **13 nov. 2014**, n° 13-25.193, Banque CIC Nord-Ouest c/ X. : JurisData n° 2014-027240 (*Compte courant*) **comm. 29 (mars)**
 Cass. 1^{re} civ., **13 nov. 2014**, n° 13-26.313, Herbert : JurisData n° 2014-027586 (*Crédit affecté*) **comm. 35 (mars)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 13-19.311 et 13-23.976 : JurisData n° 2014-027925 (*Cautionnement*) **comm. 7 (janv.)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 13-13.336 : JurisData n° 2014-027962 (*Cession de créances professionnelles*) **comm. 10 (janv.)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 13-13.336, Société générale c/ X : JurisData n° 2014-027962 (*Cession de créances à titre professionnel*) **comm. 33 (mars)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 13-23.976 : JurisData n° 2014-027928 (*Entreprises en difficulté*) **comm. 56 (mars)**
 Cass. com., **18 nov. 2014**, n° 13-23.997 (*Entreprise en difficulté*) **comm. 103 (mai)**
 Cass. com., **25 nov. 2014**, n° 13-21.715 : JurisData n° 2014-028870 (*Offre publique obligatoire*) **comm. 23 (janv.)**
 Cass. 1^{re} civ., **26 nov. 2014**, n° 13-23.033, société Crédit foncier c/ société X : JurisData n° 2014-029008 (*Taux effectif global*) **comm. 32 (mars)**
 Cass. 1^{re} civ., **26 nov. 2014**, n° 13-21.632, Pierre C. c/ Banque Chaix : JurisData n° 2014-029082 (*Crédit à la consommation*) **comm. 34 (mars)**
 Cass. 1^{re} civ., **26 nov. 2014**, n° 13-23.033 : JurisData n° 2014-029008 (*Taux effectif global*) **comm. 36 (mars)**
 CE, 6^e et 1^{re} ss-sect. réunies, **28 nov. 2014**, n° 366463 : JurisData n° 2014-028934 (*Gestion collective*) **comm. 24 (janv.)**

Décembre

Cass. com., **2 déc. 2014**, n° 13-24.456 : JurisData n° 2014-029511 (*Assurance-vie*) **comm. 47 (mars)**
 Cass. crim., **2 déc. 2014**, n° 13.87.929, Monsieur Michel X : JurisData n° 2014-029494 (*Abus de confiance commis par un employé de banque au détriment de clients*) **comm. 69 (mai)**
 Cass. 2^e civ., **4 déc. 2014**, n° 13-25.433 : JurisData n° 2014-029834 (*Saisie immobilière*) **comm. 50 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **4 déc. 2014**, n° 13-24.870 : JurisData n° 2014-029830 (*Saisie immobilière*) **comm. 51 (mars)**
 Cass. 2^e civ., **4 déc. 2014**, n° 13-25.479 (*Surendettement*) **comm. 53 (mars)**
 Cass. com., **9 déc. 2014**, n° 13-23.673 : JurisData n° 2014-030502 (*Assurance-vie*) **comm. 46 (mars)**
 CA Douai, **11 déc. 2014**, n° 610/2014, Banque Solfea c/ Jeanne ès qualité de liquidateur de la SAS Planet Solaire et a. (*Crédit affecté*) **comm. 35 (mars)**
 Cass. com., **16 déc. 2014**, n° 13-17.046, société CIC Est c/ société X : JurisData n° 2014-031278 (*Compte courant*) **comm. 28 (mars)**

Cass. com., 16 déc. 2014 , n° 13-25.765 : JurisData n° 2014-031671 (<i>Entreprises en difficulté</i>).....	comm. 57 (mars)
AMF, Déc. de sanction, 18 déc. 2014 , n° Société Faurecia et M. X. (<i>Information financière</i>).....	comm. 26 (janv.)
Cass. 1 ^{re} civ., 18 déc. 2014 , n° 14-10.872 et 13-27.871, Justin c/ Roussel et a. : JurisData n° 2014-031751 (<i>Crédit affecté</i>).....	comm. 35 (mars)
CA Paris, pôle 5, 6 ^e ch., 18 déc. 2014 , n° 12/19837 : JurisData n° 2014-032119 (<i>Virement</i>).....	comm. 112 (juill.)

2015

Janvier

Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-26.657 : JurisData n° 2015-000040 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 52 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-27.377 : JurisData n° 2015-000027 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 54 (mars)
Cass. 2 ^e civ., 8 janv. 2015 , n° 13-21.044 : JurisData n° 2015-000015 (<i>Juge de l'exécution</i>).....	comm. 55 (mars)
AMF, Commission des sanctions, 12 janv. 2015 , Société Raymond James Asset Management International et MM. X et W (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 62 (mars)
Cass. com., 13 janv. 2015 , n° 13-24.875 : JurisData n° 2015-000226 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 40 (mars)
Cass. com., 13 janv. 2015 , n° 13-16.727 : JurisData n° 2015-000233 (<i>Sûreté réelle pour autrui</i>).....	comm. 43 (mars)
Cass. com., 13 janv. 2015 , n° 13-24.026 : JurisData n° 2015-000227 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 45 (mars)
Cass. com., 13 janv. 2015 , n° 13-25.856, M. X c/ Banque Scalbert Dupont devenue société CIC Nord-ouest (<i>Responsabilité du banquier prêteur</i>).....	comm. 71 (mai)
Cass. com., 13 janv. 2015 , n° 13-25.360 : JurisData n° 2015-000277 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 80 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 15 janv. 2015 , n° 13-21.174 : JurisData n° 2015-000210 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 41 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 15 janv. 2015 , n° 13-23.489 : JurisData n° 2015-000238 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 42 (mars)
CA Paris, pôle 4, ch. 9, 15 janv. 2015 , n° 14/03029, SA Laser Cofinoga c/ Monsieur Bernard Aime (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 73 (mai)
Cass. com., 27 janv. 2015 , n° 13-28.502 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 39 (mars)
Cass. com., 27 janv. 2015 , n° 13-24.778 : JurisData n° 2015-001086 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 39 (mars)
Cass. com., 27 janv. 2015 , n° 13-25.202 : JurisData n° 2015-001081 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 42 (mars)
Cass. com., 27 janv. 2015 , n° 13-27.625 : JurisData n° 2015-001105 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 42 (mars)
Cass. com., 27 janv. 2015 , n° 13-26.475, société Freddo Venditelli c/ BNP Paribas (<i>Crédits aux entreprises</i>).....	comm. 70 (mai)
Cass. com., 27 janv. 2015 , n° 13-20.463 : JurisData n° 2015-001083 (<i>Entreprise en difficulté</i>).....	comm. 102 (mai)
Cass. com., 27 janv. 2015 , n° 13-20.088, M ^{me} F. D. épse D., ès-qualités d'héritière de M. X. c/ Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de Paris et Île-de-France : JurisData n° 2015-001146 (<i>Retrait d'espèces</i>).....	comm. 113 (juill.)
Cass. com., 27 janv. 2015 , n° 13-20.088, M ^{me} F. D. épse D., ès-qualités d'héritière de M. X. c/ Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Paris et Île-de-France : JurisData n° 2015-001146 (<i>Location de coffre fort</i>).....	comm. 114 (juill.)
Cass. 3 ^e civ., 28 janv. 2015 , n° 13-24.040 : JurisData n° 2015-001115 (<i>Hypothèque</i>).....	comm. 86 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 29 janv. 2015 , n° 14-10.544 : JurisData n° 2015-001454 (<i>Astreinte</i>).....	comm. 92 (mai)
TGI Paris, 29 janv. 2015 , n° 11/09601, Syndicat Intercommunal pour la Destruction des Résidus Urbains (SIDRU) c/ DEPPA bank public limited company : JurisData n° 2015-026634 (<i>Conclusion</i>).....	comm. 186 (nov.)

Février

Cass. 2 ^e civ., 5 févr. 2015 , n° 13-28.549 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 89 (mai)
---	-----------------------

Cass. 2 ^e civ., 5 févr. 2015 , n° 14-10.507 : JurisData n° 2015-001824 (<i>Contrat d'assurance</i>).....	comm. 91 (mai)
CA Paris, pôle 5, ch. 6, 5 févr. 2015 , n° 13/22245 : JurisData n° 2015-002430 (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 61 (mars)
Cons. const., 6 févr. 2015 , n° 2014-447 QPC (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 38 (mars)
Cass. com., 10 févr. 2015 , n° 13-24.724 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 77 (mai)
Cass. com., 10 févr. 2015 , n° 12-26.580 (<i>Garantie autonome</i>).....	comm. 85 (mai)
CA Aix-en-Provence, 1 ^e ch., sect. A, 10 févr. 2015 , n° 2015/ 91, Laget c/ SA BNP Paribas : JurisData n° 2015-002465 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 73 (mai)
CA Paris, pôle 4, ch. 9, 12 févr. 2015 , n° 14/08970, SA Laser Cofinoga c/ Drouin : JurisData n° 2015-006250 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 73 (mai)
Cass. com., 17 févr. 2015 , n° 13-27.080 : JurisData n° 2015-003017 (<i>Gage commercial</i>).....	comm. 83 (mai) comm. 84 (mai)
Cass. com., 17 févr. 2015 , n° 13-27.508 : JurisData n° 2015-003014 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 99 (mai)
Cass. com., 17 févr. 2015 , n° 13-24.403 : JurisData n° 2015-002786 (<i>Entreprise en difficulté</i>).....	comm. 101 (mai)
Cass. com., 17 févr. 2015 , n° 13-17.076 : JurisData n° 2015-003342 (<i>Entreprise en difficulté</i>).....	comm. 103 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-13.786 : JurisData n° 2015-003013 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 93 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-10.622 : JurisData n° 2015-003000 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 94 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 13-28.445 : JurisData n° 2015-002990 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 94 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 13-27.691 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 95 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-12.226 : JurisData n° 2015-003011 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 96 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-10.439 : JurisData n° 2015-003049 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 98 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-10.268 : JurisData n° 2015-002806 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 100 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 13-28.236 : JurisData n° 2015-002798 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 100 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 19 févr. 2015 , n° 14-10.079 : JurisData n° 2015-003417 (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 132 (juill.)
CA Paris, pôle 5, ch. 7, 24 févr. 2015 , n° 2012/06973 (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 106 (mai)
Cass. ch. mixte, 27 févr. 2015 , n° 13-13.709 : JurisData n° 2015-003619 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 76 (mai)

Mars

Trib. UE, 4 mars 2015 , n° aff. T-496/11, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord c/ Banque centrale européenne (<i>Contreparties centrales</i>).....	comm. 109 (mai)
Cass. com., 10 mars 2015 , n° 14-10.712 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 87 (mai)
Cass. com., 10 mars 2015 , n° 13-26.794 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 88 (mai)
Cass. crim., 11 mars 2015 , n° 13-88.250, M. Ali X et M. Belkacem Y : JurisData n° 2015-004730 (<i>Exercice illégal de la profession de banquier</i>).....	comm. 141 (sept.)
CA Paris, pôle 5, ch. 6, 12 mars 2015 , n° 13/24887 (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 107 (mai)
Cass. com., 17 mars 2015 , n° 13-25.142 : JurisData n° 2015-007975 (<i>Intermédiaire financier</i>).....	comm. 104 (mai)
Cass. com., 17 mars 2015 , n° 14-11.630 et 14-11.968 : JurisData n° 2015-005879 (<i>Sursis à exécution</i>).....	comm. 108 (mai)
Cons. const., 18 mars 2015 , n° 2014-453-454 QPC (<i>Abus de marché</i>).....	comm. 63 (mars)
Cass. 1 ^{re} civ., 19 mars 2015 , n° 14-10.972, Pascal B c/ CRCAM Alsace Vosges : JurisData n° 2015-006028 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 117 (juill.)
Cass. com., 24 mars 2015 , n° 14-10.255 : JurisData n° 2015-006425 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 78 (mai)

Table de jurisprudence

Cass. com., 24 mars 2015 , n° 13-16.076 : JurisData n° 2015-006320 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 81 (mai)
Cass. com., 24 mars 2015 , n° 13-16.076, Banque populaire Bourgogne Franche-Comté c/ M ^{me} X. : JurisData n° 2015-006320 (<i>Rupture des concours</i>).....	comm. 115 (juill.)
Cass. com., 24 mars 2015 , n° 14-10.175 : JurisData n° 2015-006383 (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 130 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 26 mars 2015 , n° 14-11.206 : JurisData n° 2015-006355 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 127 (juill.)

Avril

Cass. com., 8 avr. 2015 , n° 13-22.969 : JurisData n° 2015-007573 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 74 (mai)
Cass. com., 8 avr. 2015 , n° 13-14.447 : JurisData n° 2015-007651 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 75 (mai)
Cass. com., 8 avr. 2015 , n° 14-13.787 : JurisData n° 2015-007572 (<i>Gage</i>).....	comm. 82 (mai)
Cass. com., 8 avr. 2015 , n° 13-22.969 : JurisData n° 2015-007573 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 120 (juill.)
Cass. com., 8 avr. 2015 , n° 13-14.447 : JurisData n° 2015-007651 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 121 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 9 avr. 2015 , n° 13-28.058 : JurisData n° 2015-007512 (<i>Taux effectif global</i>).....	comm. 72 (mai)
Cass. com., 9 avr. 2015 , n° 14-10.975 : JurisData n° 2015-007676 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 79 (mai)
Cass. 2 ^e civ., 9 avr. 2015 , n° 14-16.878 : JurisData n° 2015-007654 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 97 (mai)
CA Aix-en-Provence, 11 ^e ch., sect. B, 9 avr. 2015 , Barriere c/ SA BNP Paribas : JurisData n° 2015-008059 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 73 (mai)
T. com. Paris, 6 ^e ch., 9 avr. 2015 , n° 2014004916, SAS Swarovski France c/ SA BNP Paribas (<i>Virement</i>).....	comm. 112 (juill.)
Cass. com., 14 avr. 2015 , n° 13-28.797 : JurisData n° 2015-008088 (<i>Avis à tiers détenteur</i>).....	comm. 129 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 16 avr. 2015 , n° 14-13.291 : JurisData n° 2015-008106 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 90 (mai)
Cass. 1 ^{re} civ., 16 avr. 2015 , n° 13-24.024, Doulsier c/ Société Caisse d'épargne et de prévoyance Provence Alpes Corse : JurisData n° 2015-008114 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 117 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 16 avr. 2015 , n° 14-13.694 : JurisData n° 2015-008107 (<i>Promesse de porte-fort</i>).....	comm. 125 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 16 avr. 2015 , n° 14-16.743 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 126 (juill.)
CE, ord., 17 avr. 2015 , n° 389093, Société Bernheim Dreyfus & CO et a. (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 105 (mai)

Mai

Cass. com., 5 mai 2015 , n° 14-16.644 : JurisData n° 2015-009961 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 122 (juill.)
Cass. com., 5 mai 2015 , n° 14-13.213 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 164 (sept.)
Cass. com., 5 mai 2015 , n° 13-20.502, 13-20.616, 13-22.682 et 13-27.995 : JurisData n° 2015-010423 (<i>Crédit documentaire</i>).....	comm. 170 (sept.)
Cass. com., 12 mai 2015 , n° 13-28.504 : JurisData n° 2015-011135 (<i>Garantie pour tiers délivrée par une SARL</i>).....	comm. 124 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 13 mai 2015 , n° 13-17.751 : JurisData n° 2015-011133 (<i>Mesures d'exécution forcée</i>).....	comm. 133 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 13 mai 2015 , n° 14-16.025 : JurisData n° 2015-011049 (<i>Saisie-vente</i>).....	comm. 134 (juill.)
CA Paris, pôle 4, ch. 9, 13 mai 2015 , n° 14/17920, SA BNP Paribas Personal Finance c/ Mademoiselle Kris EON : JurisData n° 2015-012030 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 119 (juill.)
Cass. com., 19 mai 2015 , n° 14-17.401 : JurisData n° 2015-011830 (<i>Mesures conservatoires</i>).....	comm. 131 (juill.)
Cass. com., 19 mai 2015 , n° 14-14.395 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 166 (sept.)
Cass. com., 19 mai 2015 , n° 14-11.215 : JurisData n° 2015-011727 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 167 (sept.)

Cass. 2 ^e civ., 21 mai 2015 , n° 14-16.742 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 126 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 21 mai 2015 , n° 14-18.742 : JurisData n° 2015-011743 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 128 (juill.)
Cass. com., 27 mai 2015 , n° 13-28.710 : JurisData n° 2015-012541 (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 136 (juill.)
Cass. com., 27 mai 2015 , n° 12-21.361 : JurisData n° 2015-012558 (<i>Déclaration de franchissement de seuils</i>).....	comm. 138 (juill.)

Juin

Cass. com., 2 juin 2015 , n° 14-10.673 : JurisData n° 2015-013166 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 123 (juill.)
Cass. com., 2 juin 2015 , n° 14-12.674 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 150 (sept.)
Cass. com., 2 juin 2015 , n° 12-29.405 : JurisData n° 2015-013210 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 163 (sept.)
Cass. com., 2 juin 2015 , n° 13-26.815 et 14-11.101 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 164 (sept.)
Cass. com., 2 juin 2015 , n° 14-10.391 : JurisData n° 2015-013194 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 165 (sept.)
Cass. com., 2 juin 2015 , n° 14-13.775, M. X c/ Banque populaire des Alpes : JurisData n° 2015-013154 (<i>Lettre de change</i>).....	comm. 179 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 3 juin 2015 , n° 14-11.518 (<i>Destination professionnelle d'un crédit</i>).....	comm. 116 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 3 juin 2015 , n° 14-16.950 : JurisData n° 2015-013165 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 117 (juill.)
Cass. 1 ^{re} civ., 3 juin 2015 , n° 14-15.655, K. c/ Sté Laser Cofinoga : JurisData n° 2015-013139 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 143 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 3 juin 2015 , n° 14-13.126 : JurisData n° 2015-013140 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 154 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 3 juin 2015 , n° 14-19.825 et 14-20.518, M ^{me} X c/ Caisse régionale de Crédit agricole mutuel Pyrénées Gascogne et M. X : JurisData n° 2015-013109 (<i>Procuration sur le compte</i>).....	comm. 180 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 3 juin 2015 , n° 14-15.655, M. X c/ société Laser Cofinoga : JurisData n° 2015-013139 (<i>Prêt</i>).....	comm. 183 (nov.)
CA Lyon, ch. 6, 4 juin 2015 , n° 13/07275, X c/ Y : JurisData n° 2015-013459 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 119 (juill.)
Cass. 2 ^e civ., 11 juin 2015 , n° 14-14.336 : JurisData n° 2015-013658 (<i>Contrat d'assurance</i>).....	comm. 159 (sept.)
Cass. com., 16 juin 2015 , n° 14-10.375 : JurisData n° 2015-014838 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 152 (sept.)
Cass. com., 16 juin 2015 , n° 13-23.097 : JurisData n° 2015-014860 (<i>Droit de rétention</i>).....	comm. 157 (sept.)
Cass. com., 16 juin 2015 , n° 13-26.587 : JurisData n° 2015-014743 (<i>Droit de rétention</i>).....	comm. 157 (sept.)
Cass. com., 16 juin 2015 , n° 14-11.190 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 166 (sept.)
Cass. com., 16 juin 2015 , n° 14-13.493, M. X c/ Banque française commerciale de l'Océan Indien : JurisData n° 2015-014632 (<i>Chèque</i>).....	comm. 178 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 juin 2015 , n° 14-16.602, Société Laser Cofinoga c/ Beauverger (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 143 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 juin 2015 , n° 14-16.493, Marolda c/ SA BNP Paribas Personal finance : JurisData n° 2015-014957 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 145 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 juin 2015 , n° 14-14.326, Augé c/ Caisse de Crédit mutuel de Saint-Martin : JurisData n° 2015-014608 (<i>Crédit immobilier</i>).....	comm. 145 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 juin 2015 , n° 14-14.326 : JurisData n° 2015-014608 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 147 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 juin 2015 , n° 14-20.257 : JurisData n° 2015-015329 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 158 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 17 juin 2015 , n° 14-14.326, M. X c/ Caisse de crédit mutuel de Saint-Martin et a. : JurisData n° 2015-014608 (<i>Prêt</i>).....	comm. 182 (nov.)
CJUE, 2 ^e ch., 25 juin 2015 , n° aff. C-671/13, Indėlių ir investicijų draudimas et Nėmaniūnas (<i>Instruments d'épargne et d'investissement</i>).....	comm. 218 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 25 juin 2015 , n° 14-17.765 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 200 (nov.)

Cass. 2 ^e civ., 25 juin 2015 , n° 14-18.967 : JurisData n° 2015-015396 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 201 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 25 juin 2015 , n° 14-21.674 : JurisData n° 2015-020450 (<i>Saisie-attribution</i>).....	comm. 204 (nov.)
TGI Nanterre, pôle civil, 6 ^e ch., 26 juin 2015 , n° 11/07236, Cne de Saint Cast le Guildo c/ Société Dexia Crédit Local (<i>Collectivités locales</i>).....	comm. 135 (juill.)
TGI Nanterre, 26 juin 2015 , n° 11/07236, Cne de Saint Cast Le Guildo c/ Société Dexia Crédit local, Société Caisse française de financement local : JurisData n° 2015-018271 (<i>Conclusion</i>).....	comm. 185 (nov.)
Cass. com., 30 juin 2015 , n° 14-13.784 : JurisData n° 2015-016142 (<i>Cession de créances professionnelles</i>).....	comm. 155 (sept.)
Cass. com., 30 juin 2015 , n° 14-14.75 : JurisData n° 2015-016239 (<i>Déclaration d'insaisissabilité</i>).....	comm. 162 (sept.)
Cass. com., 30 juin 2015 , n° 14-13.784, Banque du bâtiment et des travaux publics c/ X : JurisData n° 2015-016142 (<i>Cession de créances professionnelles</i>).....	comm. 184 (nov.)
Cass. com., 30 juin 2015 , n° 14-13.784 : JurisData n° 2015-016142 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 197 (nov.)

Juillet

Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} juill. 2015 , n° 14-23.483 : JurisData n° 2015-016135 (<i>Taux effectif global</i>).....	comm. 144 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} juill. 2015 , n° 14-13.790, SA Laser Cofinoga c/ Cloup : JurisData n° 2015-016100 (<i>Crédit à la consommation</i>).....	comm. 146 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 1^{er} juill. 2015 , n° 14-23.483, époux X c/ société Allianz banque : JurisData n° 2015-016135 (<i>TEG</i>).....	comm. 181 (nov.)
CE, 6 ^e ss-sect., 2 juill. 2015 , n° 366108, n° 366194 : JurisData n° 2015-016636 (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 212 (nov.)
Cass. 3 ^e civ., 8 juill. 2015 , n° 13-25.223 : JurisData n° 2015-017051 (<i>Contrat d'assurance</i>).....	comm. 160 (sept.)
AMF, Commission des sanctions, 9 juill. 2015 , n° Société Cabinet de Conseil Herios Finance et M. Stéphane Benhamou (<i>Conseil en investissements financiers</i>).....	comm. 174 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 9 juill. 2015 , n° 14-21.763 : JurisData n° 2015-016740 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 151 (sept.)
Cass. 1 ^{re} civ., 9 juill. 2015 , n° 14-24.287 : JurisData n° 2015-016786 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 153 (sept.)
AMF, Comm. des sanctions, 2 ^e sect., 23 juill. 2015 , n° SAN-2015-15, Société Faiveley Transport et alii (<i>Information prévisionnelle</i>).....	comm. 215 (nov.)
CE, 6 ^e SSJS, 27 juill. 2015 , n° 382550 (<i>Gestion collective</i>).....	comm. 211 (nov.)

Septembre

Cass. com., 8 sept. 2015 , n° 14-14.208 : JurisData n° 2015-019912 (<i>Aval</i>).....	comm. 187 (nov.)
Cass. com., 8 sept. 2015 , n° 14-14.175 : JurisData n° 2015-019876 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 198 (nov.)
Cass. com., 8 sept. 2015 , n° 14-15.831 : JurisData n° 2015-019903 (<i>Procédures collectives</i>).....	comm. 199 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 10 sept. 2015 , n° 14-20.017 : JurisData n° 2015-019976 (<i>Assurance-vie</i>).....	comm. 195 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 10 sept. 2015 , n° 14-13.237 : JurisData n° 2015-020001 (<i>Titre exécutoire</i>).....	comm. 206 (nov.)
Cass. 3 ^e civ., 15 sept. 2015 , n° 14-21.348 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 189 (nov.)
Cass. 1 ^{re} civ., 16 sept. 2015 , n° 14-10.373 : JurisData n° 2015-020553 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 191 (nov.)
Cass. com., 22 sept. 2015 , n° 14-22.913 : JurisData n° 2015-021039 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 190 (nov.)
Cass. com., 22 sept. 2015 , n° 14-15.645 : JurisData n° 2015-021138 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 192 (nov.)
Cass. com., 22 sept. 2015 , n° 14-17.671 : JurisData n° 2015-021146 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 193 (nov.)
Cass. com., 22 sept. 2015 , n° 14-14.547 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 194 (nov.)
Cass. com., 22 sept. 2015 , n° 14-16.089 : JurisData n° 2015-021133 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 194 (nov.)
Cass. com., 22 sept. 2015 , n° 14-21.276 : JurisData n° 2015-021135 (<i>Assurance de groupe</i>).....	comm. 194 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 13-27.364 : JurisData n° 2015-021132 (<i>Juge de l'exécution</i>).....	comm. 196 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-20.009 : JurisData n° 2015-021162 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 202 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 14-23.768 : JurisData n° 2015-021062 (<i>Saisie immobilière</i>).....	comm. 203 (nov.)
Cass. 2 ^e civ., 24 sept. 2015 , n° 13-20.996 : JurisData n° 2015-021008 (<i>Surendettement</i>).....	comm. 205 (nov.)
CA Paris, pôle 5, ch. 6, 24 sept. 2015 , n° 13/14552 : JurisData n° 2015-021264 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 193 (nov.)
Cass. com., 29 sept. 2015 , n° 13-24.568 : JurisData n° 2015-021548 (<i>Cautionnement</i>).....	comm. 188 (nov.)
Cass. com., 29 sept. 2015 , n° 14-18.379 : JurisData n° 2015-021582 (<i>Gestion individuelle</i>).....	comm. 213 (nov.)

Octobre

AMF, déc. Commission des sanctions, 8 oct. 2015 , n° M. Y. (<i>Manipulation de cours</i>).....	comm. 216 (nov.)
---	-------------------------

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Activités de la Cour de justice des Communautés européennes	Activités CJCE 12 mai 1997, p. 10	européenne	JOUE
Bulletin des Communautés européennes (jusqu'en 1993)	Bull. CE 1/1997, point 1.6.7.	- Série C :	JOUE n° C 200, 7 août 2004, p. 2
Bulletin de l'Union européenne (à partir de 1994)	Bull. UE 1-1997, point 1.6.7.	- Série L :	JOUE n° L 325, 28 oct. 2004, p. 4
Cahiers de droit européen	Cah. dr. eur. 1997, p. 100	Journal officiel du Conseil économique et social	JOCES 10 déc. 2001
Commission des Communautés européennes	Comm. CE	Journal officiel de l'Office européen des brevets	JOOEB 22 juill. 2000, p. 100
- décisions :	Comm. CE, déc. n° 97/1000, 12 déc. 1997 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137]	JurisClasseur - Encyclopédies	JCI. (Civil, Pénal, etc.), Fasc. 1000 (ou : V° Adoption, Fasc. 10, ou : Art. 1382 à 1386, Fasc. 50)
- règlements :	Comm. CE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997, [titre]	Parlement européen	PE
- documents communautaires :	Doc. COM (1998), 15 final [, 12 déc. 1997, titre]	- règlements :	PE, règl. (CE) n° 1000/97 [, titre]
Commission européenne des droits de l'Homme	Comm. EDH, 12 déc. 1997, n° 8378/76	- documents parlementaires :	Doc. PE n° 2-216/97 [12 déc. 1997, titre]
Conseil de l'Union européenne	Cons. UE	Recueil de la Cour européenne des droits de l'homme	Rec. CEDH 1989, p. 11
- directives :	Cons. UE, dir. 2008/25/CE, 11 mars 2008, [titre]	Recueil de la Cour de justice des Communautés européennes	Rec. CJCE
- décision :	Cons. UE, déc. n° 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre]	- arrêts de la CJCE :	Rec. CJCE 2002, I, p. 100
- règlement :	Cons. UE, règl. (CE) n° 1000/97, 12 déc. 1997, [titre]	- arrêts du TPICE :	Rec. TPICE 2002, II, p. 100
Cour européenne des droits de l'Homme	CEDH, 12 déc. 1997 [n° décision, nom des parties]	Revue de droit bancaire et financier	RD bancaire et fin. 2015
Cour de justice des Communautés européennes	CJCE,	- repères :	RD bancaire et fin. 2015, repère 1
Cour de justice de l'Union européenne (à compter du 1 ^{er} déc. 2009)	CJUE, [1 ^{re} ch.,] 6 mai 2010, aff. C-100/97, nom des parties	- alertes :	RD bancaire et fin. 2015, alerte 1
Décision communautaire de la Commission européenne	Comm. CE, déc. n° 97/1000, 12 déc. 1997 [, titre], [comm. adm., (ou fin., ou soc., etc.) n° 137]	- études :	RD bancaire et fin. 2015, étude 1
Décision communautaire du Conseil de l'Union européenne	Cons. UE, déc. n° 97/1000/CE, 12 déc. 1997 [, titre]	- commentaires :	RD bancaire et fin. 2015, comm. 1
Gazette européenne	Gaz. eur.	- dossier :	RD bancaire et fin. 2015, dossier 1
Journal officiel des Communautés européennes (avant le 1 ^{er} févr. 2003)	JOCE	- meilleure pratique :	RD bancaire et fin. 2015, prat. 1
Journal officiel de l'Union européenne	JOUE	Revue des affaires européennes (en anglais : Law and European Affairs)	RAE 1997, p. 100
		Revue du droit de l'Union européenne	RDUE 1/2000, p. 10
		Revue du Marché unique européen (devenu en 2000 revue du droit de l'Union européenne)	RMUE 1/1997, p. 10
		Revue trimestrielle de droit européen	RTDE 1997, p. 100
		Tribunal de la fonction publique de l'Union européenne	TFPUE [1 ^{re} ch.,] 27 nov. 2008, aff. F-35/07, (depuis 2007) [nom des parties]
		Tribunal de première instance des Communautés européennes	TPICE
		Tribunal de première instance de l'Union européenne (à compter du 1 ^{er} déc. 2009)	Trib. UE [1 ^{re} ch.,] 7 juill. 2010, aff. T-111/07, [nom des parties]

© LexisNexis SA 2016

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "